

Rapport Financier
Annuel

2023

Sommaire

04 SMI, un des leaders mondiaux de la production d'argent primaire

- SMI en bref
 - Présentation de la stratégie de SMI
 - La chaîne de valeur minière de SMI
 - Une forte empreinte dans le secteur minier à travers le temps
 - Chiffres clés
 - Un actionnariat solide
- Un métal précieux, acteur clé de la transition énergétique
- Une place de choix sur les marchés régionaux et internationaux
- Une maîtrise approfondie du business model du secteur



16 Rapport d'activité

- Un fort engagement dans l'élan national de solidarité après le séisme d'Al Haouz
- Des investissements stratégiques et gestion des réserves
- La digitalisation et les technologies au cœur de la stratégie de croissance de SMI
- Une année 2023, synonyme d'amélioration des performances

62 Comptes annuels et Rapports

- Rapport de gestion
- Comptes sociaux
- États des informations complémentaires
- Déclaration des honoraires des contrôleurs des comptes
- Rapports des commissaires aux comptes

24 Rapport ESG

- Méthodologie, périmètre et période de Reporting
- Un engagement actif pour la durabilité et la responsabilité sociale
- Une approche orientée vers les parties prenantes
- Un capital humain placé au cœur de la stratégie de croissance de SMI
- Des initiatives et mesures pour la préservation de l'environnement
- Une contribution active à la prospérité communautaire
- Une gouvernance et une éthique rigoureuses
- Relation avec les actionnaires et liste des communiqués de presse

SMI, UN DES LEADERS MONDIAUX DE LA PRODUCTION D'ARGENT PRIMAIRE

01



Présentation de la stratégie de SMI

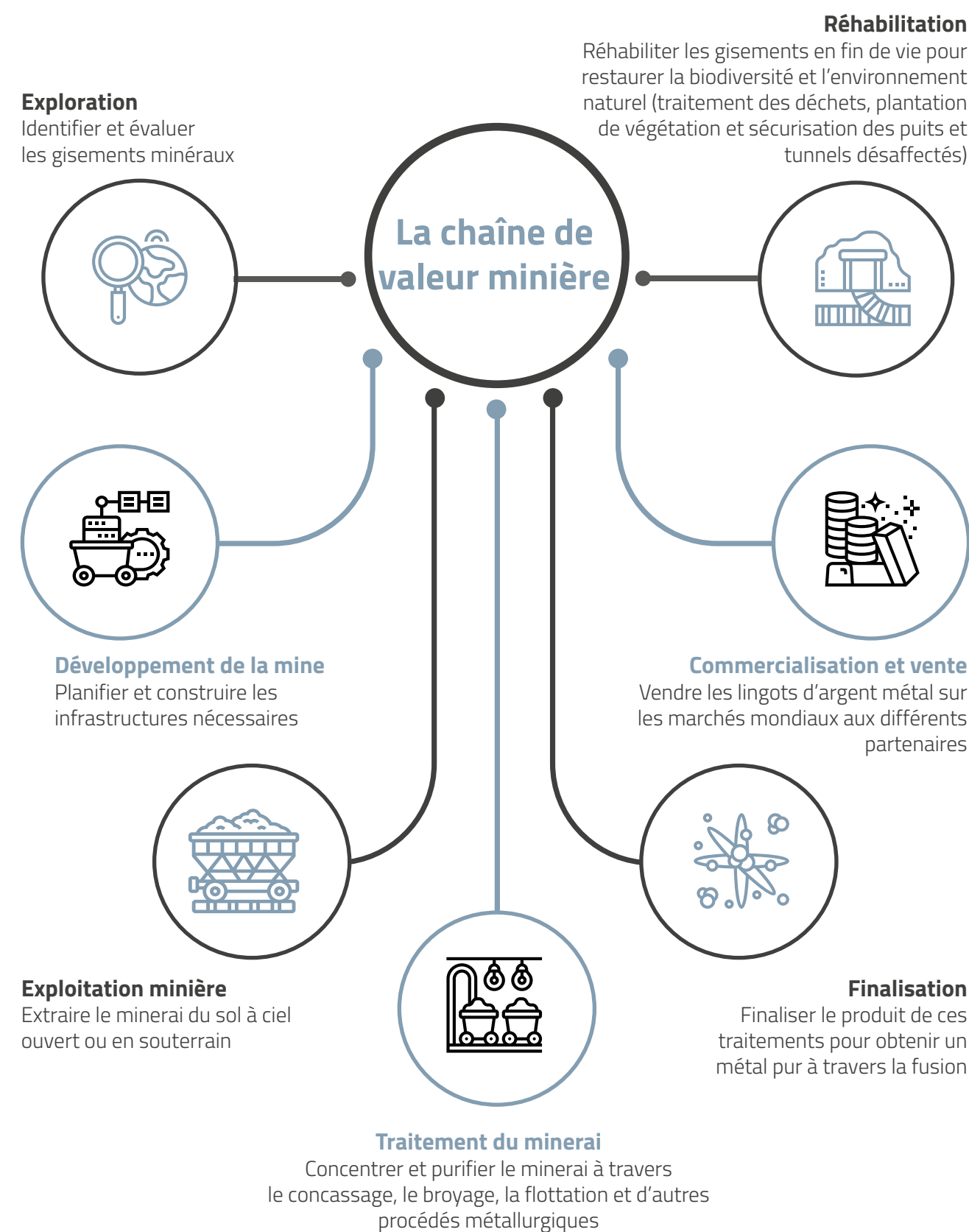
Fondée en 1969, la Société Métallurgique d'Imiter (SMI) exploite le gisement d'argent situé à Imiter, couvrant une superficie de 375 hectares et localisé à 150 km à l'est de Ouarzazate au Maroc. Ce gisement se distingue par la haute qualité de son minerai, permettant à la SMI de produire de l'argent métallique sous forme d'anodes avec une pureté de 98,5%.

SMI se positionne comme l'un des leaders mondiaux dans la production d'argent primaire. Elle s'appuie sur une solide expertise en géologie et en exploration pour augmenter et préserver ses réserves minérales, garantissant la pérennité de ses opérations à la mine

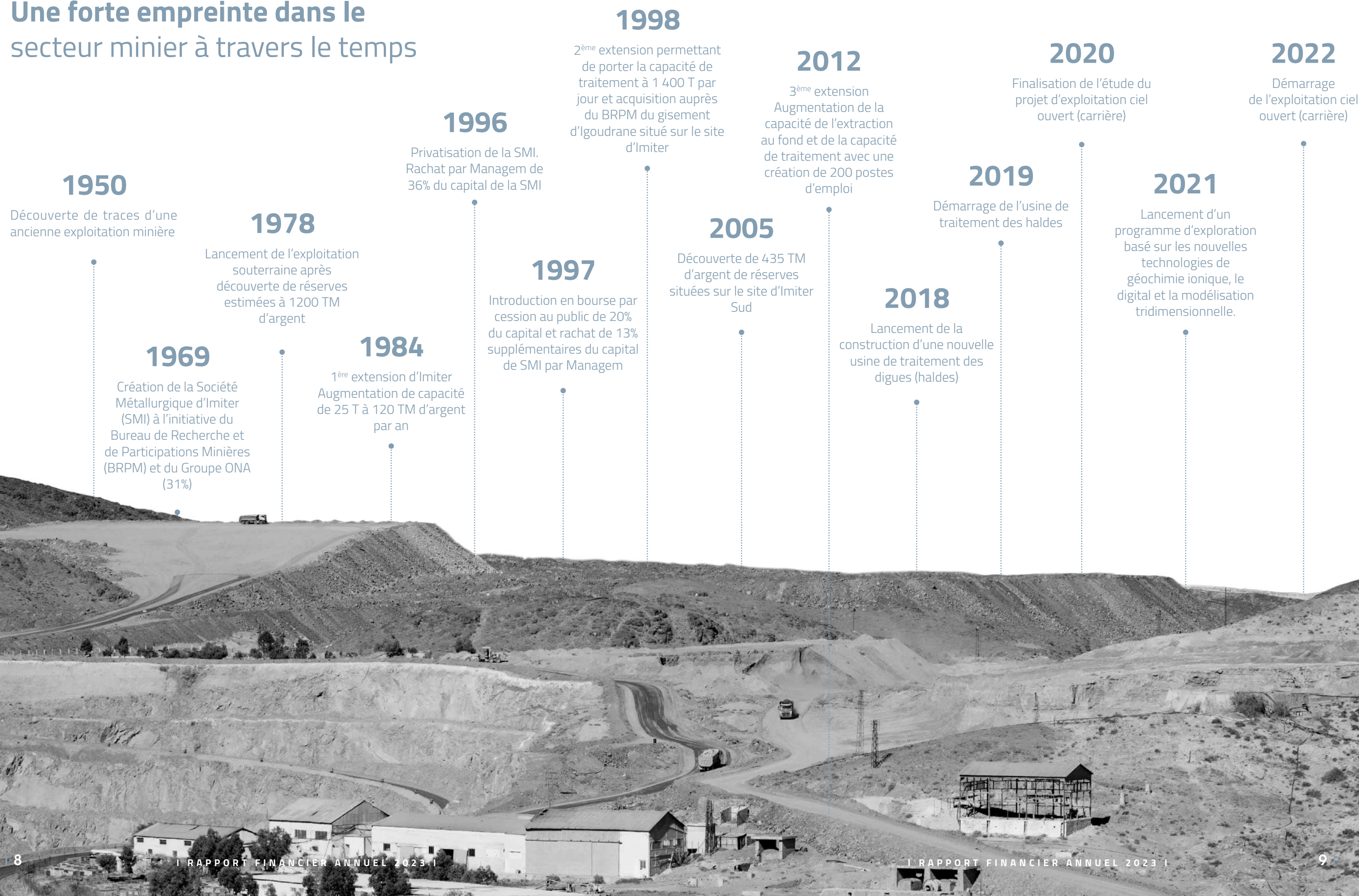
d'Imiter. Récemment, l'entreprise a renforcé ses efforts d'exploration en adoptant des technologies digitales avancées pour la gestion des données géologiques et la planification minière.

En 2019, la SMI a mis en service une installation de traitement qui a permis d'augmenter la production annuelle d'argent, valorisant ainsi les réserves accumulées dans les digues. Poursuivant ses ambitions de développement, la société vise à maintenir une exploitation durable de l'argent. Cette dynamique s'est concrétisée avec le lancement en 2021 d'un nouveau projet d'exploitation en carrière, dont la production a effectivement débuté fin 2021.

La chaîne de valeur minière de SMI



Une forte empreinte dans le secteur minier à travers le temps



Chiffres clés 2023



1 066 MMAD

Chiffre d'affaires
(+34% vs 2022)



175
CAPEX

(principalement alloués aux travaux
d'infrastructure et de recherche)



475 MMAD
EBE



140

Production d'argent en TM
(+26% vs 2022)



15,7\$ /Oz
AISC

(-19% vs 2022)



155,566 Koz
Ressources M&I



53,655 Koz
Réserves P&P



8 ans
Durée de vie de la mine



737

Nombre de collaborateurs



58%

Des collaborateurs
formés à la SST

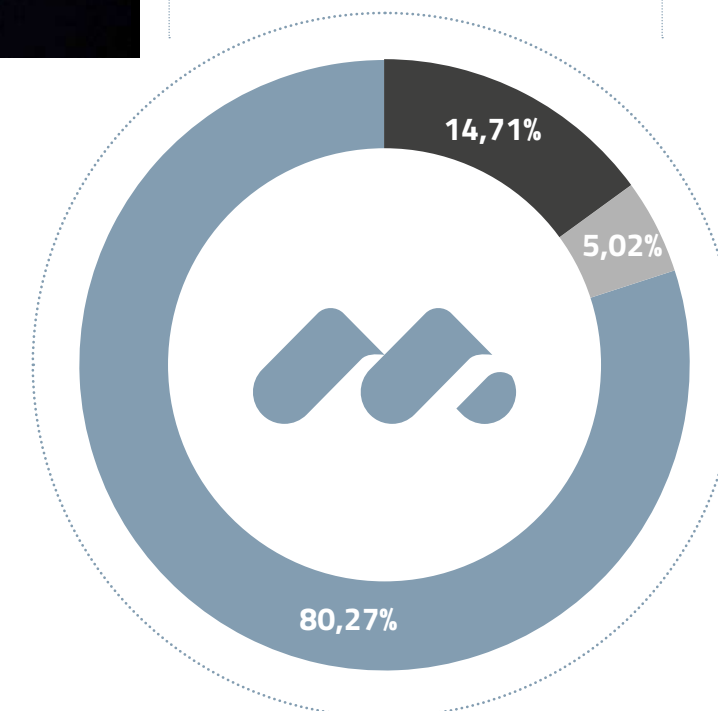
Un actionnariat solide

La SMI bénéficie d'une base d'actionnariat solide et diversifiée, reflétant la confiance et l'engagement des investisseurs envers la stratégie et la vision de la société.

■ MANAGEM

■ Divers actionnaires

■ CIMR





Un métal précieux, acteur clé de la transition énergétique

L'Argent est utilisé à deux étapes de la fabrication des cellules et panneaux photovoltaïques. Il est l'ingrédient conducteur de la pâte de sérigraphie qui permet d'imprimer les collecteurs de charges électriques à la surface des cellules silicium, l'étape de métallisation. Il est aussi présent dans les matériaux utilisés pour interconnecter les cellules entre elles, au moment de l'assemblage des panneaux.

L'Argent est utilisé dans la fabrication de contacts électriques et de matériaux conducteurs de haute qualité, qui garantissent l'efficacité et la durabilité des générateurs éoliens.

Une place de choix sur les marchés régionaux et internationaux

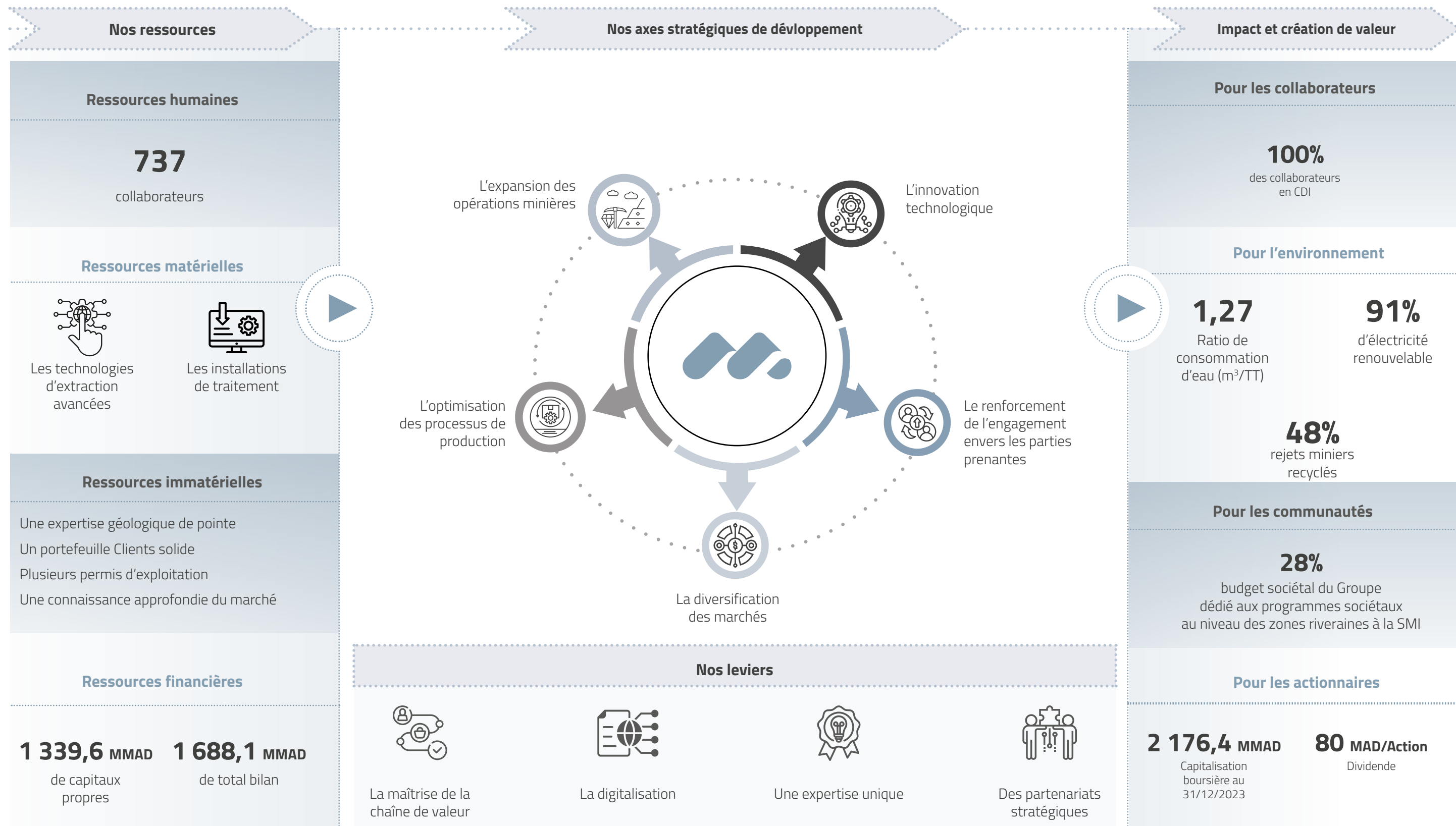
Le Maroc bénéficie d'une position stratégique dans le secteur minier grâce à sa richesse géologique et ses vastes réserves minérales.

Forte de cette richesse, la SMI s'impose comme un des leaders dans la production d'argent primaire. Sa réussite repose sur un engagement ferme envers la durabilité, l'intégrité et l'engagement, reflétant l'ambition et l'excellence du Maroc dans ce domaine.

L'importance de la SMI sur les scènes régionale et internationale souligne son rôle dans l'essor économique local et la valorisation du patrimoine minier marocain.



Une maîtrise approfondie du business model du secteur



RAPPORT D'ACTIVITÉ

02

Un fort engagement dans l'élan national de solidarité après le séisme d'Al Haouz

Suite au séisme dévastateur dans la région d'Al Haouz, les collaborateurs SMI ont contribué au dispositif de crise mis en place par le Groupe Managem, témoignant de son engagement et de sa solidarité envers les victimes. Managem a rapidement mobilisé ses ressources et son expertise pour soutenir les efforts de secours et d'assistance en collaboration avec les autorités locales, la protection civile, et les forces armées royales.



Le Groupe a constitué une équipe de 71 collaborateurs issus de ses divers sites pour participer activement aux opérations de sauvetage et de premiers secours. Des engins lourds ont été mis à disposition afin de faciliter l'accès aux zones sinistrées, contribuant au déblayage et à l'ouverture des routes, tandis que des véhicules ont été affectés au transport de vivres et d'équipements essentiels.

Le Groupe a également déployé des équipes médicales équipées pour offrir des soins urgents aux blessés dans les communautés de Ouirgane, Moulay Brahim, et Imgdal. Parallèlement, les collaborateurs se sont volontairement mobilisés pour collecter et distribuer des aides alimentaires, installer des tentes pour abriter x familles touchées et fournir 400 matelas, draps, et oreillers, en priorité aux blessés et aux personnes âgées.



Des efforts ont également été faits pour assurer la continuité de l'éducation par l'installation de conteneurs et de classes mobiles.

L'ensemble de ces mesures reflète l'engagement social de Managem et SMI et sa volonté de soutenir les communautés locales en temps de crise, renforçant ainsi sa mission de contribuer positivement aux régions où l'entreprise est implantée.

Des investissements stratégiques et gestion des réserves

La SMI met l’investissement en infrastructure et en recherche et développement (R&D) au cœur de sa stratégie de développement.

Ces investissements sont non seulement conçus pour améliorer la performance opérationnelle et économique de ses activités minières, mais aussi pour assurer une gestion respectueuse de l’environnement et garantir la sécurité et la santé au travail.

La SMI alloue une part significative de son budget à la modernisation des infrastructures conçues

pour maximiser l’efficience et minimiser l’empreinte écologique.

L’investissement dans la R&D, est orienté vers l’innovation technologique dans les méthodes d’extraction et de traitement des minerais, ainsi que vers l’optimisation des processus pour réduire l’impact environnemental.

En 2023, les investissements réalisés, s’établissent à 175 MDH et portent sur les travaux d’infrastructures, de recherche et développement, ainsi que les investissements physiques pour les besoins de renouvellement.

Catégorie	Fin Novembre 2023		
	Tonnage (kt)	Teneur (g/t)	Métal (koz)
Réserves Minérales*			
Prouvées	2 728	374	32 826
Probables	2 864	226	20 829
Total	5 592	298	53 655
Ressources Minérales			
Mesurées	12 370	273	108 573
Indiquées	7 130	205	46 993
Mesurées +Indiquées	19 500	248	155 566
Inférées	2 085	213	14 278

* Les réserves minérales sont incluses dans les ressources minérales



La digitalisation et les technologies au cœur de la stratégie de croissance de SMI



La stratégie de croissance de la SMI accorde une place centrale à la digitalisation et aux nouvelles technologies.

L’adoption de solutions numériques avancées et l’intégration de systèmes intelligents dans ses opérations permettent à la SMI d’améliorer significativement sa performance économique et opérationnelle.

Parmi les projets phares, on note le déploiement de systèmes de gestion des données géologiques, l’exploration de nouveaux gisements, l’automatisation des processus d’extraction et de traitement, ainsi que le développement de plateformes de surveillance environnementale en temps réel.

Une année 2023, synonyme d'amélioration des performances

Au terme de l'année 2023, la SMI a réalisé un chiffre d'affaires de 1 066 MDH, en progression de 34% par rapport à l'année écoulée grâce d'une part à l'augmentation des volumes produits, notamment la hausse de la contribution de la carrière passant de 15T à 40T cette année et à la hausse du cours moyen de vente d'Argent de 7% d'autre part.

L'excédent brut d'exploitation s'établit à 475 MDH, suite à l'augmentation du chiffre d'affaires et à l'amélioration des cash cost, permettant à la société d'améliorer sa marge opérationnelle de +8 points.

Le résultat net ressort à 169 MDH en hausse de 133 MDH traduisant ainsi l'évolution positive du résultat d'exploitation.

Principaux indicateurs en MDH	2022	2023	Variation en MDH
Chiffre d'affaires	798	1 066	+ 268
Excédent Brut d'Exploitation	291	475	+ 184
Résultat d'exploitation	33	235	+ 202
Résultat financier	5	-3	- 8
Résultat net	35	169	+ 133

Développement & perspectives

La société poursuit ses efforts d'exploration et de développement de nouveaux chantiers de production qui devraient contribuer à l'amélioration des résultats sur les prochaines années.

Dividendes

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire la distribution d'un dividende de 80 dirhams par action au titre de l'exercice 2023.



RAPPORT ESG

03

Méthodologie, périmètre et période de Reporting

Note méthodologique

Le Reporting extra financier respecte un processus strict d'identification, de collecte, de traitement des principaux indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance. L'ensemble de ce Reporting s'est effectué dans un cadre prédéfini et avec des procédures associées à une liste d'indicateurs partagés avec l'ensemble des entités de la société.

En tant que filiale de Managem, SMI s'appuie sur un canevas formalisé d'indicateurs, en vue de rendre compte de sa démarche de responsabilité sociétale et environnementale auprès de ses différentes parties prenantes.



Périmètre de Reporting

Les données extra-financières concernant les indicateurs sociaux, sociétaux, et environnementaux couvrent l'ensemble des activités du site, sauf lorsque des exceptions sont explicitement mentionnées.

Période de Reporting

L'ensemble des indicateurs contenus dans le présent rapport couvrent les entités du Groupe pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année. Les années de référence sont communiquées selon la disponibilité et la complétude des données.

Ainsi, l'évolution des indicateurs est mentionnée lorsque les données sont à un périmètre constant en termes géographique et de modalités de calcul des indicateurs.

Référentiel du Reporting

Les indicateurs suivis au sein du Groupe sont en conformité avec les standards du Global Reporting Initiative, ISO 26000 et la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières, telle que complétée par la circulaire n°02/20 du 22 décembre 2020 en termes de pertinence pour le secteur d'activité et la spécificité de ses activités et opérations. Le présent rapport reprend les indicateurs selon les exigences de ladite circulaire. Les indicateurs reflètent la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable.

Modalités de Reporting

Les données communiquées suivent un processus formalisé de collecte, de contrôle et de validation. Les données sociales relatives à l'effectif et à la formation sont centralisées et extraites des systèmes d'information dédiés tandis que celles relatives à l'accidentologie de travail et les relations sociales reposent sur la remontée des sites du Groupe. Les données environnementales et sociétales hors financières sont remontées selon des canevas avec des formules de calcul harmonisées et contrôlées au niveau du site, avant d'être consolidées au niveau Groupe.

Les données de gouvernance relatives notamment au fonctionnement du Conseil et la tenue des Assemblées Générales sont communiquées par la Direction Juridique du Groupe. Le recueil de chaque indicateur est réalisé par une personne désignée, également responsable du contrôle sur son périmètre de Reporting. Une fois les données remontées, la Direction RSE procède à un autre niveau de contrôle à travers la vérification du respect des formules de calcul, de la cohérence des données, ainsi que du respect des périmètres géographiques et temporels de Reporting.



Un engagement actif pour la durabilité et la responsabilité sociale



Depuis sa création en 1969, la SMI s’engage résolument en faveur du développement durable et de la responsabilité sociale, enracinant ses activités dans une stratégie RSE proactive et intégrée, soutenue par Managem et son actionnaire Al Mada, qui valorisent l’impact positif. Cette stratégie s’appuie sur des standards internationaux certifiés, garantissant le respect des normes environnementales, de santé et de sécurité, ainsi que de gouvernance élevées.

Au cœur de cette démarche, la réalisation de la matrice de matérialité a permis à la SMI d’identifier et de hiérarchiser les enjeux RSE critiques pour ses parties prenantes et pour son activité, assurant ainsi que ses initiatives répondent efficacement aux attentes sociétales et environnementales. Cela inclut un engagement fort envers la protection de

l’environnement, le bien-être des employés, le soutien des communautés locales et la transparence opérationnelle.

En réponse aux défis du changement climatique, la SMI, à l’instar des autres filiales du Groupe, est alignée à la stratégie ambitieuse de décarbonation, visant à réduire son empreinte carbone par l’efficacité énergétique, l’adoption d’énergies renouvelables et la promotion de pratiques durables. Cette politique RSE inclusive et participative, centrée sur le dialogue, la concertation et la communication, vise à aligner les efforts de la SMI avec les besoins et aspirations de toutes ses parties prenantes, renforçant son investissement dans le développement économique et social de sa région d’implantation.

Une approche orientée vers les parties prenantes

L’approche de la SMI envers ses parties prenantes est caractérisée par une orientation stratégique qui valorise profondément les interactions et reconnaît l’importance de la création de valeur partagée.

Cette démarche repose sur un dialogue continu et constructif avec tous les acteurs concernés, incluant les employés, les communautés locales, les investisseurs, les fournisseurs, et les institutions gouvernementales.

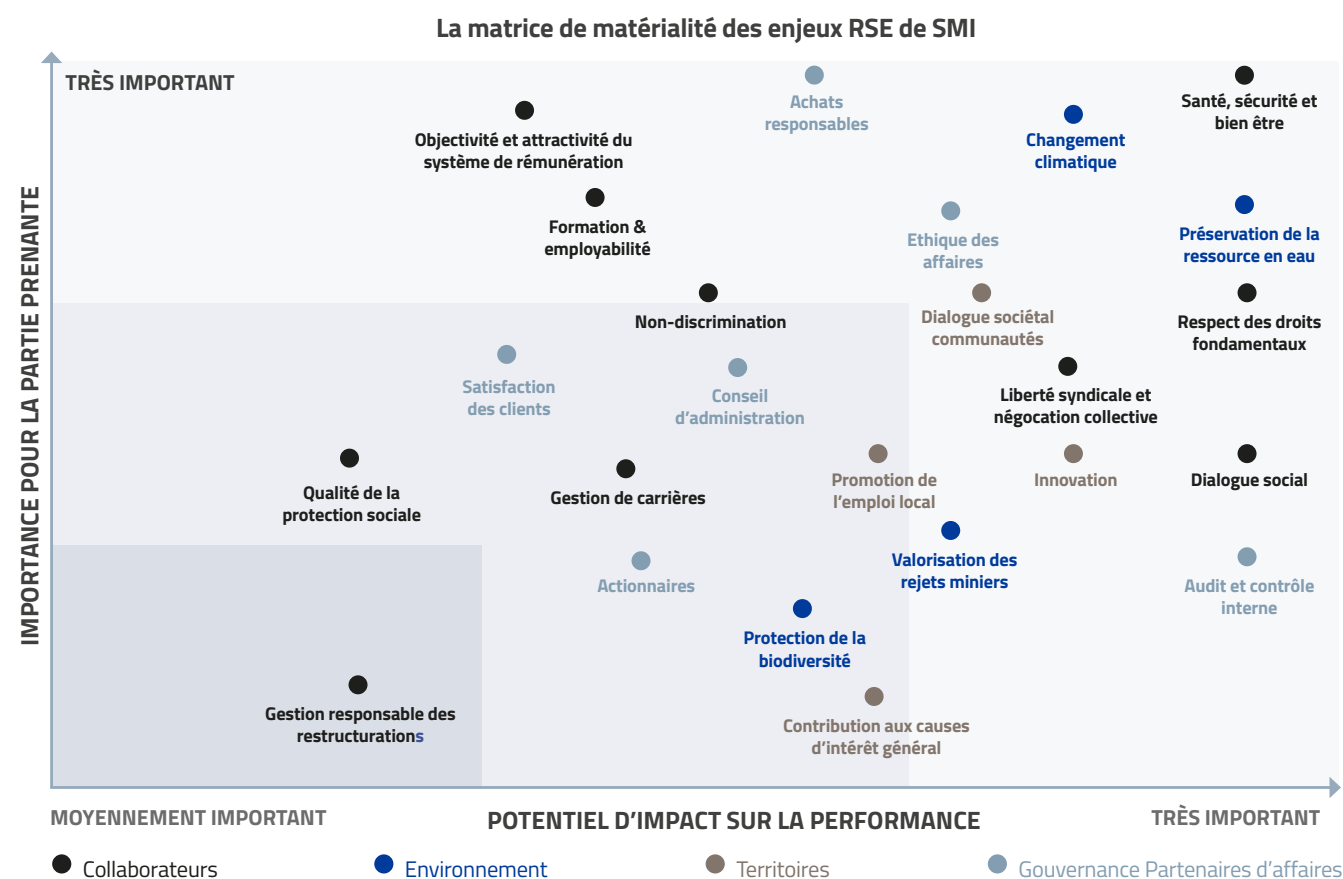
La SMI s’engage à maintenir des relations transparentes et responsables, assurant que les besoins et les

attentes des parties prenantes sont non seulement entendus mais également intégrés dans sa stratégie d’entreprise. Cela se manifeste à travers des initiatives collaboratives, des programmes de développement communautaire, et des politiques de gouvernance inclusive qui favorisent un environnement de travail équitable, soutiennent le développement économique local tout en maîtrisant l’empreinte environnementale des opérations.

L’organisation du dialogue avec les parties prenantes

Collaborateurs	Instances représentatives du personnel
Institutions	Organisation de la société civile Institutions gouvernementales Médias
Partenaires	Clients Fournisseurs Organisations professionnelles ou sectorielles Autres fournisseurs et sous-traitants
Communauté financière	Actionnaires Agences de notation Banques Commissaires aux comptes
Communautés et territoires	Riverains des sites Associations et autorités locales

Une matrice de matérialité permet à la SMI de hiérarchiser ses enjeux RSE clés



L'analyse de la matérialité initiée pour la première fois en 2016 est un pilier de la construction de la stratégie RSE adoptée par le Groupe Managem et sa filiale SMI. Elle a permis d'identifier et de prioriser les enjeux clés pour les parties prenantes et d'évaluer leur impact sur les opérations du Groupe, afin d'établir les bases solides de son engagement en matière de responsabilité sociale.

En 2023, le Groupe a procédé à une révision de son analyse de matérialité, en s'alignant sur les standards ESG du Sustainability Accounting Standards Board (SASB).

Cette démarche vise à intégrer un cadre reconnu à l'échelle internationale, favorisant ainsi les échanges et la comparaison avec ses parties prenantes, tout en incluant une analyse sectorielle pour identifier les meilleures pratiques ainsi que l'évaluation des enjeux

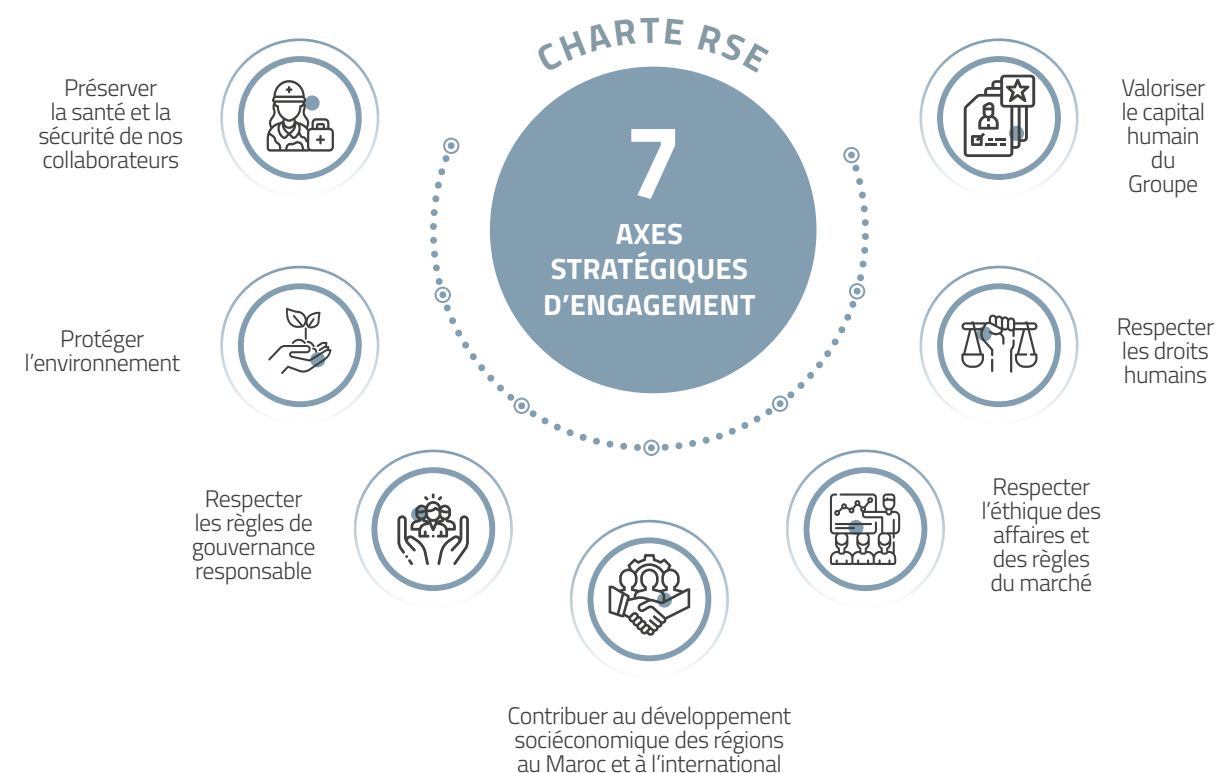
liés à la durabilité et aux défis environnementaux du secteur minier.

Un dialogue actif a été initié avec les parties prenantes internes et externes afin d'actualiser, au vu des changements sociaux nationaux et internationaux, et de prioriser les enjeux RSE. Les conclusions de ces échanges alimenteront la mise à jour de la matrice de matérialité de SMI pour que le plan d'action RSE puisse refléter les attentes actuelles et futures de ses parties prenantes. Les analyses préliminaires ont fait ressortir les relations communautaires et de la gestion de l'eau comme enjeux majeurs, suivis de la santé et sécurité au travail et de l'éthique. Cette hiérarchisation des enjeux reflète l'importance que les impacts sociaux, environnementaux et éthiques revêtent pour les parties prenantes de SMI.

Une approche globale de la RSE

Conformément à la charte et à l'approche RSE du Groupe Managem, la SMI a construit une forte présence locale basée sur la responsabilité et la durabilité, en intégrant les aspects sociaux, sociétaux

et environnementaux dans sa chaîne de valeur. Elle déploie les engagements de cette charte en prenant en compte les spécificités de sa zone d'activité.



Gouvernance de la RSE

La gouvernance de la RSE est un outil essentiel pour promouvoir les valeurs du groupe, de s'assurer de la cohérence des actions entreprises avec ces valeurs et de gérer les risques. Afin d'améliorer les résultats de sa démarche RSE, la SMI a adopté un

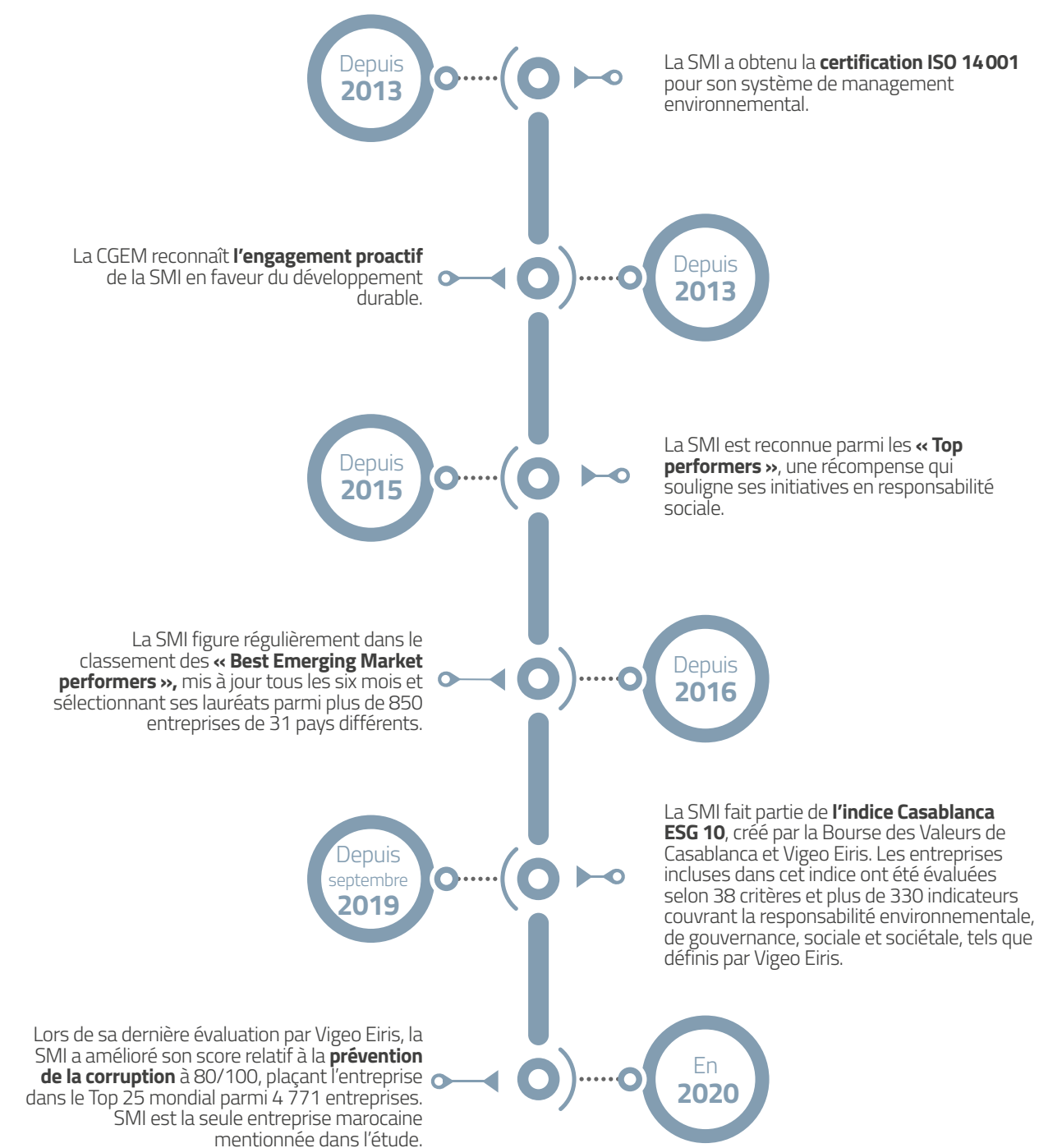
modèle de gouvernance qui permet de définir les orientations RSE de l'entreprise, de superviser les différentes actions et d'évaluer leurs impacts, tout en respectant les valeurs du Groupe.



Des distinctions en RSE

L'approche RSE de la SMI est constamment évaluée par des organisations nationales et internationales, ce qui a conduit à l'attribution

de plusieurs distinctions à la société, confirmant son engagement conformément aux normes internationales

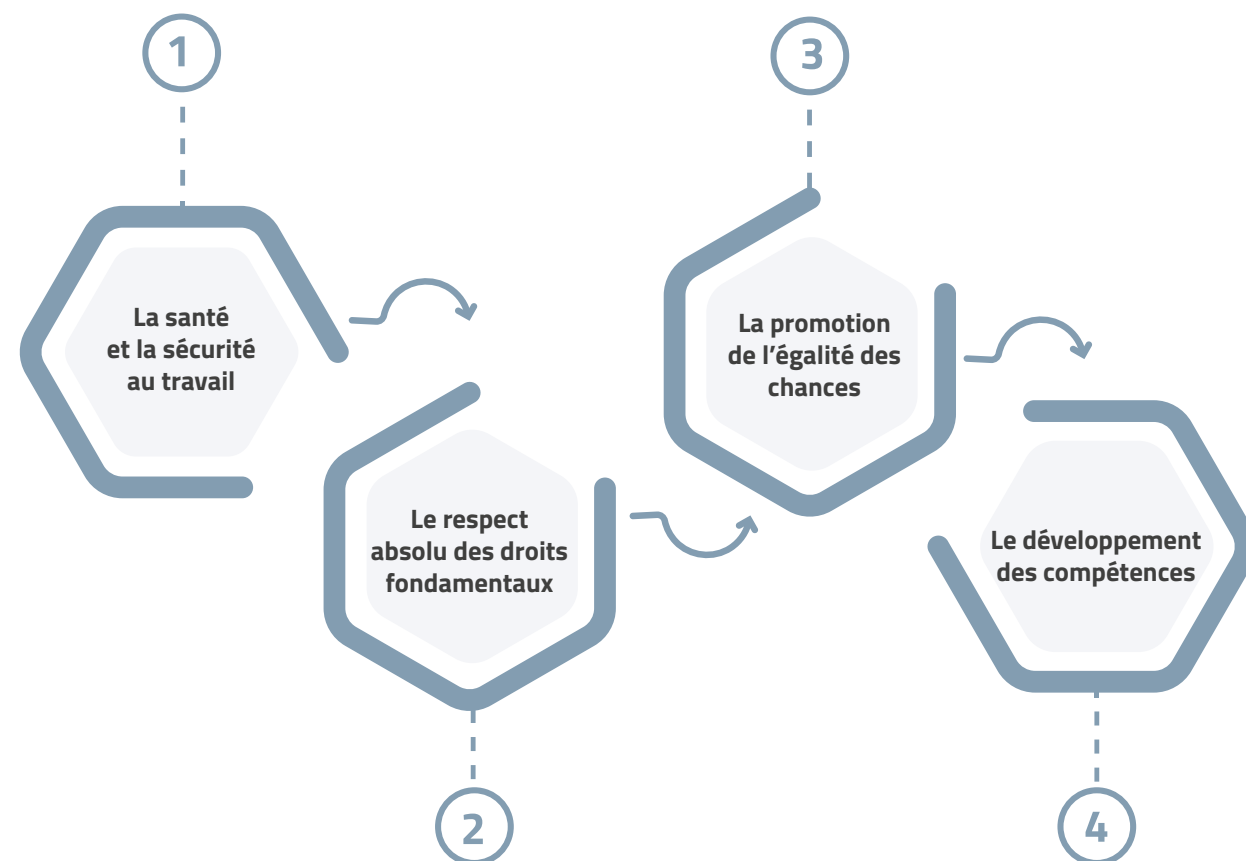


Un capital humain placé au cœur de la stratégie de croissance de SMI

La SMI valorise son capital humain comme sa plus grande richesse et comme le fondement de son succès dans le secteur minier. Considérant ses collaborateurs comme essentiels à sa stratégie de développement, l'entreprise a développé une politique de ressources humaines alignée sur sa culture d'entreprise et ses principes. S'engageant annuellement à fournir une gestion de carrière

attentive et un milieu de travail stimulant pour ses collaborateurs, la SMI promeut l'égalité des chances. Par des investissements ciblés dans la formation et le développement des compétences, ainsi que par la mise en place d'un environnement favorisant la cohésion et l'engagement des équipes, la SMI œuvre pour le bien-être et la satisfaction professionnelle de son personnel.

La politique des ressources humaines de la SMI repose sur les axes suivants



La santé et la sécurité des collaborateurs, une priorité absolue

La SMI place la santé et la sécurité de ses collaborateurs, ainsi que l'amélioration de la qualité de vie au travail, au cœur de ses priorités. Pour atteindre l'objectif ambitieux de zéro accident, la société a lancé un programme complet de culture proactive de sécurité au travail. Ce programme, en totale cohérence avec les standards du Groupe Managem, est doté d'objectifs définis visant à renforcer la prévention des risques professionnels.

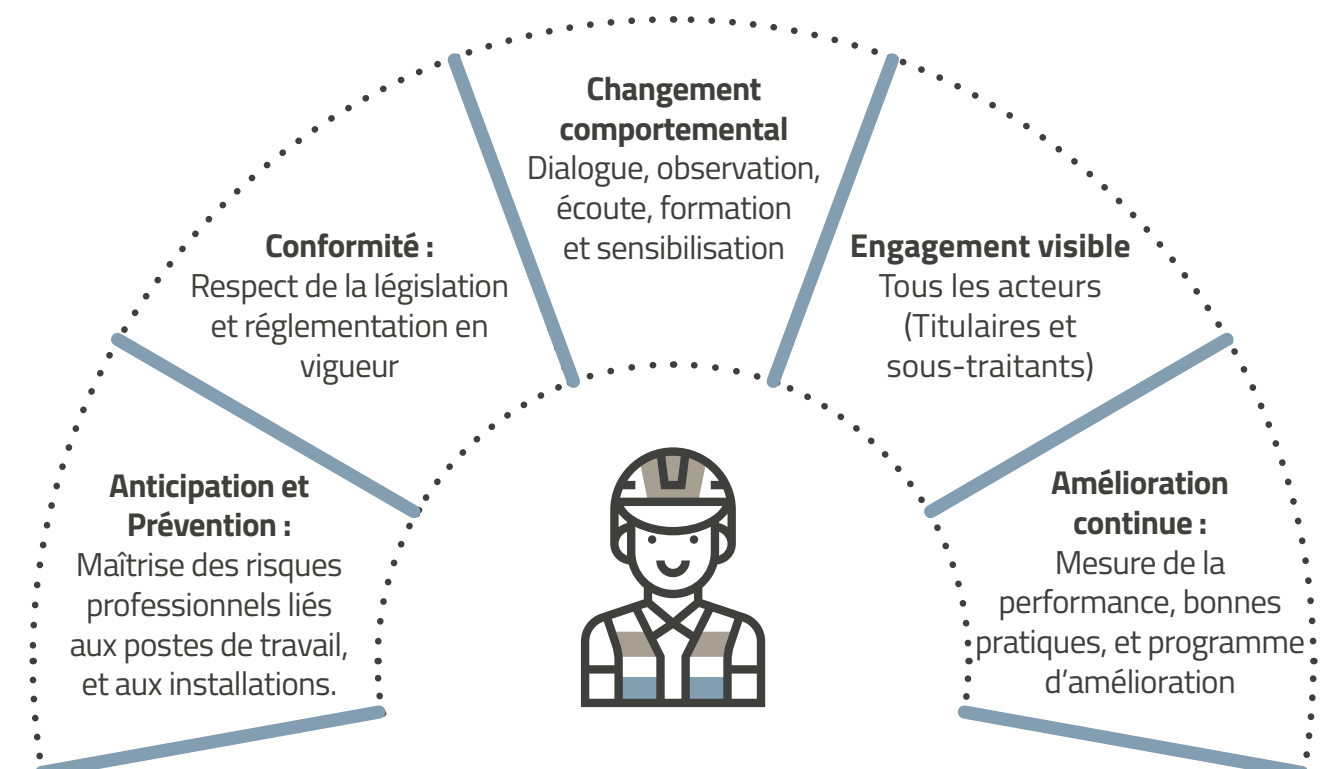
Ce programme s'articule autour de trois objectifs principaux pour optimiser la gestion de la sécurité et de la santé au travail (SST) chez SMI.

- Garantir la sécurité des outils et équipements de travail, en veillant particulièrement à la conformité des machines présentant le plus de risques ;

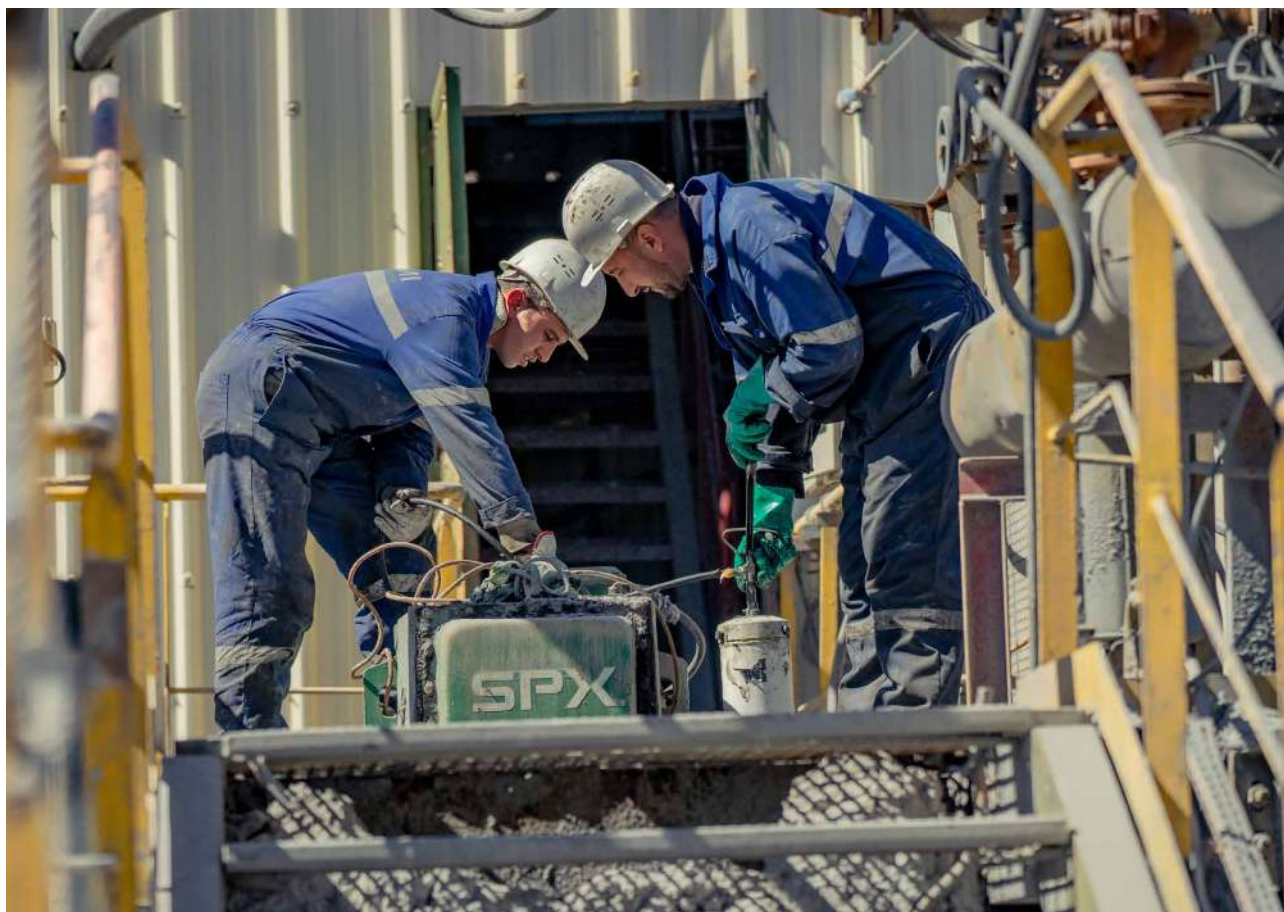
- Adopter et promouvoir le programme de Culture proactive de la Sécurité du Groupe Managem, qui se concentre sur la prévention des risques et le renforcement des comportements sécuritaires, tout en améliorant les compétences de leadership et de coaching en SST des cadres et des équipes de management. Ceci inclut l'organisation d'ateliers et d'activités, comme une journée dédiée à la sécurité proposant formations et sensibilisations pour l'ensemble des collaborateurs.

- Prévenir et maîtriser l'exposition aux risques spécifiques par des investissements dans la protection collective et individuelle, ainsi qu'un suivi médical préventif.

Par ailleurs, la SMI déploie la démarche SST adoptée par le Groupe Managem et qui repose sur les axes principaux suivants :



Les 5 axes de de la culture SST



Une approche ciblée pour contrôler et prévoir les risques en matière de SST

Le site minier d'Imiter subit des audits réguliers axés sur les conditions de travail et le respect des procédures de santé et de sécurité internes. Conforme aux standards du Groupe Managem, la SMI effectue une évaluation approfondie des risques pour chaque rôle ou poste, intégrant l'identification des dangers, l'évaluation des risques, et les moyens de contrôles nécessaires. Cette analyse minutieuse, réalisée annuellement, englobe à la fois les activités régulières et ponctuelles, affectant collaborateurs, sous-traitants et visiteurs.

L'évaluation des risques prend en compte l'exposition aux dangers, la gravité potentielle des dommages

et leur probabilité d'occurrence pour développer un programme préventif de santé et de sécurité au travail. Ce programme inclut des procédures opérationnelles détaillées adaptées à chaque fonction.

Des plans d'action sécuritaires ont été élaborés pour chaque catégorie, comprenant des initiatives de sensibilisation et de formation destinées à spécifier les précautions à prendre pour chaque type de risque. Cette approche globale reflète l'engagement profond de la SMI à promouvoir un environnement de travail sûr et sain, contribuant activement à une culture de prévention durable au sein de l'entreprise.

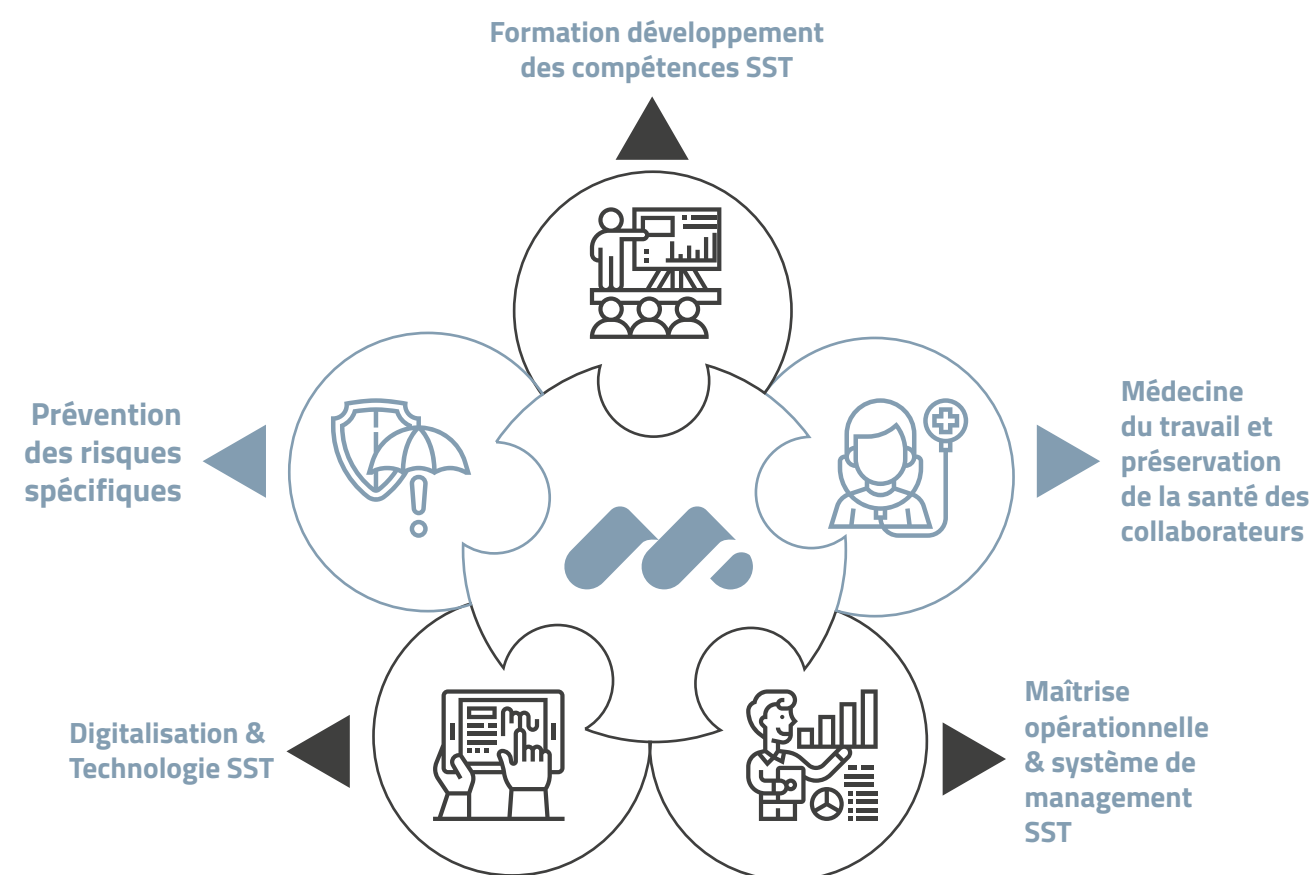
Indicateur de la SST

	2021	2022	2023
Nombre d'accidents de travail avec arrêt	22	19	13

Une stratégie SST proactive

Pour maintenir le développement du système de gestion et renforcer l'efficacité de la stratégie de Santé et Sécurité au Travail (SST), diverses mesures ont été adoptées. Ces initiatives visent à contrôler les risques professionnels et à prévenir

ceux susceptibles de compromettre la santé des employés, avec l'élaboration d'un plan d'action annuel. En 2023, les principales actions entreprises ont inclus :



Formation et développement des compétences SST

Les formations en santé et sécurité, essentielles pour prévenir les blessures et incidents liés à un déficit de connaissances ou d'application des normes de sécurité, sont cruciales pour cultiver l'excellence opérationnelle. Cette culture est démontrée dans tous les métiers grâce à un programme complet de formation englobant tous les collaborateurs, y compris les sous-traitants. En 2023, 638 heures-hommes ont été consacrées à des formations sur la santé et la sécurité au travail.

Le programme s'aligne sur une analyse des risques par poste, soutenue par la direction, avec un système de compétences en SST définissant les besoins de formation pour chaque fonction. Cela permet le suivi des qualifications de chaque collaborateur, basé sur les exigences spécifiques de leur poste et les obligations réglementaires en santé et sécurité. Les cadres et le management intermédiaire bénéficient également de formations sur le leadership en sécurité et les procédures de sécurité essentielles, garantissant leur application effective sur le terrain.



Digitalisation & Technologie SST

Depuis 2021, l'outil numérique DigiSST soutient l'ambition de la SMI en permettant à chaque collaborateur SMI (y compris les sous-traitants) d'accéder à la plateforme pour partager des informations en temps réel, contribuant ainsi à améliorer de l'approche proactive face aux dangers. La SMI progresse vers la digitalisation complète de ses outils et pratiques SST, conformément aux objectifs du groupe.

Gouvernance SST

La SMI a enregistré une excellente performance concernant le respect des réunions de gouvernance en matière de Santé et Sécurité au Travail (SST), atteignant un taux de réalisation global de 100%. Cette performance reflète l'engagement de l'entreprise envers la sécurité et le bien-être de ses collaborateurs. Les réunions de gouvernance SST sont structurées autour de plusieurs niveaux, assurant une couverture complète et efficace des questions de sécurité au sein de l'organisation.

Le Comité de Direction Sécurité (CDS), qui se réunit chaque mois présidé par le directeur de la mine,

joue un rôle essentiel dans l'établissement des orientations et des priorités en matière de sécurité.

De même, le Sous-Comité Sécurité (SCS) se réunit mensuellement sous la direction du chef de service, avec des sessions organisées par service pour traiter des sujets spécifiques de sécurité.

En complément, le Comité de Sécurité et d'Hygiène (CHS) se rassemble sur une base trimestrielle pour passer en revue et adresser les enjeux liés à la sécurité et à l'hygiène au travail.

Investissements et dépenses SST

En 2023, la majorité des dépenses investies par la SMI, représentant plus de 80% ont été consacrées à la prévention contre les chutes de blocs, les risques chimiques, et les dangers associés à la stabilité des digues. Les investissements restants ont été alloués à la prévention des risques liés à l'utilisation des machines, équipements et installations.

Pratiques & Outils SST Proactifs

L'engagement profond des équipes de management de la SMI dans une gestion proactive de la sécurité se manifeste par leur participation active aux

initiatives SST, telles que les « Dialogues Sécurité & Chasses Aux Anomalies ». Cette implication a abouti à l'identification et à la correction d'anomalies liées à la santé et à la sécurité au travail, couvrant un large spectre d'incidents potentiels tels que les actes, situations et comportements dangereux, conformément à la base de la Pyramide de Bird.

Respect des droits fondamentaux

La SMI adopte des pratiques strictes pour prévenir le travail forcé et le travail des enfants. Elle s'engage aussi à favoriser l'égalité des chances lors des recrutements, en valorisant la diversité des candidats selon différents critères tels que l'âge, l'ancienneté, le sexe, la profession, la nationalité, l'expérience professionnelle et l'état de santé. Concernant les droits syndicaux, la SMI se conforme aux normes de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et à la législation nationale, en s'appuyant sur une convention collective qui encadre les relations sociales au sein de la société.

Soutien à l'éducation des enfants des collaborateurs de la SMI

Dans sa stratégie centrée sur le capital humain, la SMI privilégie le bien-être de ses employés et de leurs familles, s'engageant à fournir des initiatives éducatives de haute qualité pour leurs enfants. Pour y parvenir, l'entreprise dédie des ressources spéciales à la création d'infrastructures et de programmes de soutien adéquats. En 2023, cette approche s'est concrétisée par :

- L'inscription de 209 enfants des collaborateurs au préscolaire ;
- L'octroi de bourses d'enseignement supérieur aux enfants des collaborateurs ;
- La distribution de bourses pour l'aide à l'achat de fournitures scolaires aux enfants des collaborateurs ;
- L'organisation d'une tournée au Maroc en faveur des 10 élèves méritants de l'année scolaire ;
- Les allocations relatives à la rentrée scolaires pour l'ensemble des enfants des collaborateurs ;
- L'organisation de colonies de vacances.





Encourager la diversité au sein des équipes

L'équité chez la SMI, en ligne avec les principes du Groupe Managem, se traduit par un engagement constant envers la promotion de l'emploi féminin. La société s'attache à parvenir à une égalité professionnelle, en augmentant la présence féminine à tous les niveaux de l'entreprise, notamment en recrutant des femmes pour des postes à responsabilités et de direction. Par ailleurs, SMI lutte activement contre toute forme de discrimination pouvant affecter le recrutement, l'intégration ou l'avancement professionnel des femmes, visant à instaurer un milieu professionnel accueillant pour tous.

L'insertion des personnes à mobilité réduite chez la SMI, illustre son engagement envers un

environnement de travail inclusif. La société a réalisé d'importants aménagements de ses infrastructures pour répondre aux standards d'accessibilité. Au-delà des ajustements physiques, la SMI a modifié certains postes pour permettre à des collaborateurs de continuer leur travail conformément aux normes établies. Ces collaborateurs bénéficient d'une attention particulière et d'un suivi sur mesure par le service de médecine du travail, qui s'assure de leur bien-être et les aide à surmonter les défis professionnels. De plus, la SMI incite ses sous-traitants à intégrer activement les personnes en situation de handicap, en reconnaissant et en valorisant leurs compétences à travers des postes appropriés.

Une stratégie complète pour la fidélisation des compétences

Les programmes de formation professionnelle et de fidélisation sont une pierre angulaire de cette stratégie, offrant aux employés des opportunités d'apprentissage continu et de développement de carrière. Ils s'articulent autour de trois piliers d'action :

La formation

Chaque année, la SMI investit dans des programmes de formation sur mesure pour mettre à jour et développer les compétences essentielles à la croissance de la mine. Ces formations sont conçues en coopération avec divers départements, visant à s'aligner sur les objectifs stratégiques de l'entreprise et du Groupe, tout en répondant aux besoins et souhaits des employés identifiés lors des évaluations annuelles. Les thèmes de formation varient entre des formations notamment sur les sauvetages, la prévention des risques liés au port de charge, à ceux liés au risque de chute de blocs et à la manipulation d'expositifs ou encore la formation sur les outils SST.



La performance individuelle

La SMI a mis en place un système nommé "People Review" pour la gestion de carrière et l'évaluation individuelle de ses cadres, conçu pour les managers et leurs équipes. À travers ce mécanisme, les collaborateurs sont évalués et classés dans la matrice "Talent" selon un critère d'agilité défini. Cette évaluation débouche sur la création d'un Plan de Développement Individuel (PDI) qui cible le renforcement des compétences spécifiques du collaborateur. En outre, la SMI met en œuvre un système d'évaluation annuelle adapté à chaque groupe de collaborateurs, distinguant les ouvriers des employés non ouvriers, pour garantir un développement professionnel continu et adapté.

L'inclusivité

La stratégie de recrutement de la SMI, alignée sur la charte du Groupe Managem, met un accent fort sur la diversité et l'égalité des chances, en interdisant le travail des enfants, en favorisant l'emploi des jeunes et en promouvant l'égalité des genres. La SMI s'engage aussi à stimuler l'emploi local et à collaborer avec des établissements d'enseignement supérieur pour faciliter l'intégration des jeunes diplômés dans le monde professionnel. En parallèle, la culture d'entreprise de la SMI valorise la diversité et l'inclusion, notamment à travers la participation à des initiatives telles que les "Women in Mining Awards", qui reconnaissent la contribution significative des femmes dans un secteur souvent perçu comme masculin. Ces démarches témoignent de la volonté de la SMI de construire un environnement de travail inclusif où chaque talent, indépendamment de son genre, est apprécié et développé.

Répartition de l'effectif par genre

	2021	2022	2023
Femmes	32	34	34
Hommes	728	724	703
Effectif global	760	758	737

Répartition de l'effectif par type de contrat de travail

	2021	2022	2023
Contrat à durée indéterminée	760	758	737
Contrat à durée déterminée	0	0	0
Formation insertion	0	0	0
Effectif global	760	758	737

Répartition de l'effectif par genre et par catégorie

	2021	2022	2023
Femmes direction	0	0	0
Femmes cadres	4	5	6
Femmes non cadres	28	29	28
Total effectif femmes	32	34	34
Hommes direction	2	2	1
Hommes cadres	40	37	26
Hommes non cadres	686	685	676
Total effectif hommes	728	724	703
Effectif global	760	758	737

Répartition de l'effectif total par branche d'activité

	2021	2022	2023
Opérations	757	756	734
Fonctions corporate	3	2	3
Effectif global	760	758	737

Répartition de l'effectif par ancienneté

	2021	2022	2023
ans 2 – 0	12	35	31
ans 5 – 2	153	48	46
ans 12 – 5	332	366	333
ans 20 – 12	170	200	219
ans 25 – 20	69	92	96
ans et plus 25	24	17	12
Effectif global	760	758	737

Evolution de l'emploi

	2021	2022	2023
Nombre de recrutements	10	33	8
Nombre de démissions	14	19	11
Nombre de licenciements	1	4	2



Assurer un dialogue social permanent

La SMI met en avant l'échange et le partage avec son actif le plus précieux : ses collaborateurs, en s'appuyant sur un dialogue social efficace pour écouter et assurer un échange d'informations, de consultations et de négociations sur des thèmes mutuellement importants.

Suivant les directives du Groupe Managem, la SMI s'engage à adhérer aux lois sociales et aux standards internationaux en matière de travail, promouvant ainsi la liberté syndicale et la négociation collective. Elle privilégie une communication claire et un dialogue ouvert avec ses partenaires sociaux, dans le but d'atteindre ensemble des objectifs partagés, d'augmenter l'efficacité et de consolider l'unité sociale, surtout face aux défis.

Les efforts de la SMI en faveur du dialogue social prennent plusieurs formes, incluant une communication constante avec les représentants du personnel, des initiatives sociales pour encourager l'unité, une approche de portes ouvertes au sein de l'exploitation minière, et la signature régulière d'accords sociaux. Pour améliorer le bien-être de ses collaborateurs, la SMI initie divers programmes sociaux, y compris des bourses d'excellence pour les enfants des employés, un soutien à l'accès à la propriété, et l'organisation d'événements socioculturels et festifs locaux, témoignant de son engagement envers une culture d'entreprise solidaire et engagée.

Dialogue social

	2021	2022	2023
Nombre de jours de grève	1	0	1
Nombre de représentants du personnel	18	18	18
Nombre de litiges sociaux total	0	0	0

Des initiatives et mesures pour la préservation de l'environnement

La SMI place la protection de l'environnement et la conservation des ressources naturelles au cœur de ses priorités, s'engageant fermement à promouvoir l'exercice de ses activités minières dans le cadre d'un développement durable et responsable. En adoptant une stratégie environnementale méthodique et proactive, la société s'efforce de minimiser son empreinte écologique par une gestion structurée et régulièrement auditée, visant une amélioration continue de sa performance environnementale. Cette approche englobe la gestion rigoureuse des déchets, l'utilisation de techniques d'extraction moins nocives, et des initiatives dédiées à la préservation de la biodiversité, ainsi qu'à la maîtrise des impacts sur l'eau, le sol, l'air, et contre les nuisances sonores et vibratoires.

En vue d'une gestion proactive, la SMI utilise une matrice de matérialité pour identifier les enjeux

environnementaux clés, traduits en indicateurs précis pilotés mensuellement à travers un tableau de bord. Ces mesures ciblées permettent à la SMI de définir des objectifs environnementaux spécifiques, renforçant ainsi sa politique de durabilité. La reconnaissance de ces efforts se traduit par la certification du Système de Management Environnemental de SMI conforme à la norme ISO 14001.

L'innovation joue un rôle crucial dans l'approche de la SMI, avec d'importants investissements en R&D pour développer des technologies et méthodes permettant une exploitation responsable des ressources. Ces efforts soulignent l'engagement de la SMI à maintenir une excellence environnementale dans le secteur minier, tout en respectant scrupuleusement les normes internationales et réglementations environnementales.

Des initiatives en faveur de l'environnement

Ressources	Objectifs	Quelques initiatives déployées
Eau	Réduction de la consommation Recyclage de la ressource hydrique	Épaississeur des rejets de flottations Barges flottantes pour le retour digue Bassin géomembrane à l'aval des digues Neutralisation des rejets Système d'irrigation par goutte à goutte
Energie	Réduction de la consommation énergétique Réduction des émissions de CO ₂ Augmentation des énergies renouvelables	Chasse aux pertes énergétiques à travers une maintenance préventive notamment pour l'air comprimé, l'aérage, et la surveillance du rendement des moteurs Actions spécifiques sur la consommation énergétique des engins Recours à l'énergie de source renouvelable
Déchets	Valorisation des rejets miniers	Valorisation des anciennes haldes Valorisation des stériles miniers pour la mise à niveau des pistes ainsi que le remblayage des vides
Digues	Surveillance des digues	Confortement des digues existantes Étude et réalisation des nouvelles digues Auscultation et suivi des mouvements des digues en interne et en externe Intégration du risque des digues dans le Plan d'Opération Interne de la mine



1,27

Ratio de consommation
d'eau par tonnage traité (m³/TT)

63%

Taux de recyclage d'eau

91%

Ratio de consommation
d'électricité de source renouvelable

54

Ratio de consommation d'électricité par
tonnage traité (KWH/TT)

Recyclage et valorisation des haldes

En 2019, la SMI a lancé une usine dédiée à la valorisation des résidus miniers, marquant un pas important vers une exploitation plus durable. Utilisant un système de traitement en circuit fermé, l'usine recycle les eaux employées, tandis que les déchets sont sécurisés dans des bassins équipés de géomembranes pour minimiser les risques sur l'environnement.

Digitalisation du suivi de la consommation de l'eau

Pour minimiser son impact environnemental et optimiser l'utilisation de ses ressources en eau, la SMI a initié un projet de digitalisation pour le suivi de la consommation d'eau. Lancé au second semestre de 2022, ce projet vise à monitorer en continu l'utilisation de l'eau et à stocker numériquement les données de consommation, prévenant ainsi les interruptions d'activité et les problèmes dus à une insuffisance d'eau. Cette initiative permet également une analyse plus précise des indicateurs de performance en matière de gestion de l'eau.

548 213 T

de rejets revalorisés en 2023

Une contribution active à la prospérité communautaire

Implantée de longue date dans la région, la SMI contribue significativement au progrès économique et social des communautés locales. Depuis ses débuts, en synergie avec le Groupe Managem et ses autres filiales, la société s'est engagée à générer une valeur partagée avec les acteurs locaux et institutionnels. Cette démarche comprend le développement d'infrastructures, le renforcement de l'employabilité et la conservation du patrimoine culturel. La SMI déploie son action communautaire selon trois axes stratégiques, soigneusement ajustés aux spécificités de son environnement opérationnel et alignés sur les directives du Groupe.

L'engagement actif de la SMI en faveur du bien-être des communautés voisines se traduit par une série d'initiatives ciblées, visant à solidifier son rôle de partenaire stratégique pour le développement socio-économique de la région. Ces efforts se

matérialisent par des programmes d'éducation et de formation destinés à améliorer les compétences et l'employabilité des jeunes, ainsi que par le soutien à l'entrepreneuriat local et au développement des coopératives, stimulant ainsi l'économie locale et permettant une autonomisation économique des communautés.

Ces actions, dépassant la simple aide financière, s'appuient sur une coopération étroite avec les communautés pour cerner les besoins réels et tenter d'y répondre efficacement. L'engagement durable de la SMI envers l'amélioration de la qualité de vie des communautés témoigne de sa détermination à contribuer positivement à l'avenir, affirmant sa responsabilité en tant qu'acteur clé du secteur minier et membre engagé de la société marocaine.



L'éducation accessible à tous

La SMI s'investit dans l'éducation des enfants des communautés avoisinant Imiter, œuvrant à garantir des conditions d'apprentissage favorables. Pour atteindre cet objectif, l'entreprise investit dans la construction, la rénovation et l'équipement d'établissements éducatifs, incluant salles de classe et jardins d'enfants, l'installation de sanitaires dans diverses localités et l'établissement de terrains de sport accessibles. De plus, SMI a lancé un programme significatif de soutien au transport scolaire pour les jeunes des villages voisins, assurant leur déplacement quotidien vers l'école. Ce programme est rendu possible grâce à des contributions financières issues de collaborations avec l'INDH et d'autres partenaires de la société civile, bénéficiant ainsi à plus de 1600 élèves chaque année.

L'amélioration du cadre de vie des communautés

La SMI joue un rôle actif dans l'amélioration des conditions de vie des communautés locales, notamment à travers le soutien à des activités sportives par la construction de terrains et l'organisation d'événements sportifs. La société s'implique aussi dans des campagnes de sensibilisation à la santé, offre des solutions pour améliorer l'accès à l'eau en intégrant les énergies renouvelables dans les systèmes de pompage, et stimule le développement économique local. Ceci comprend la promotion de la création de coopératives, ainsi que l'apport d'assistance technique et financière aux entrepreneurs locaux pour les aider à lancer et à développer leurs activités.



Répartition budget social

	2021	2022	2023
Bien-être	17%	91%	91%
Education, jeunesse & entrepreneuriat	83%	9%	9%



La stimulation de l'entrepreneuriat Social

La SMI stimule l'entrepreneuriat social en région à travers un partenariat, depuis 2018, avec Injaz Al Maghrib, en élaborant des programmes qui s'adressent à diverses catégories d'âge pour insuffler une culture entrepreneuriale dès le jeune âge. Ces initiatives offrent aux jeunes la possibilité d'explorer de nouveaux horizons et d'élargir leurs aspirations professionnelles. Le programme "Jamaati" initie les élèves du primaire aux principes de l'entrepreneuriat et au fonctionnement de l'économie locale. "It's my Business" cible les collégiens avec des cas de réussites entrepreneuriales et des activités interactives pour stimuler leur intérêt. "Cooper'Up" est dédié au renforcement des associations et coopératives par des formations en gestion managériale, contribuant ainsi à leur croissance et durabilité. Ces programmes soutiennent le développement économique et social local, témoignant de l'engagement de la SMI dans la valorisation de l'entrepreneuriat au sein des communautés riveraines.

La promotion de l'emploi local

La SMI, par son activité industrielle, joue un rôle clé dans le développement économique local en stimulant la création d'emplois indirects. Elle favorise l'émergence d'entreprises locales spécialisées dans des secteurs comme le transport, la restauration, le soudage et les travaux souterrains, enrichissant ainsi l'écosystème économique de la région. Actuellement, la SMI collabore avec environ 10 sous-traitants permanents, qui emploient plus de 700 personnes, dont la grande majorité provient des localités voisines. En particulier, plus de 78% des employés sont recrutés au sein de la région de Draa-Tafilalet, avec une concentration significative de résidents des provinces de Tinghir et Errachidia, soulignant l'engagement de SMI à privilégier l'emploi local et à contribuer au bien-être des communautés voisines.



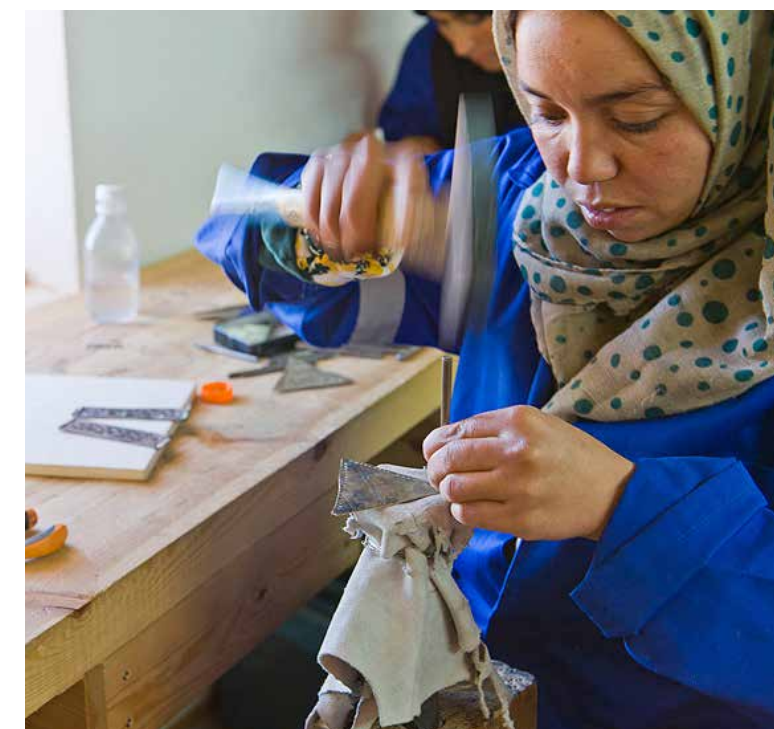
Soutien aux coopératives féminines

La SMI adopte une approche sociétale inclusive, s'engageant pour l'égalité des genres à travers le soutien aux initiatives qui favorisent l'autonomie financière des femmes. En renforçant leurs compétences, ces initiatives permettent aux femmes de participer activement au progrès socio-économique de leurs communautés. Depuis 2022 et dans le cadre du programme Cooper Up, la SMI a renforcé son soutien aux coopératives féminines, en initiant des diagnostics pour déceler les forces et les axes d'amélioration essentiels à la durabilité de leurs projets. Sur cette base, un programme de formation ciblé a été développé et mis en œuvre, couvrant la gestion d'entreprise, les stratégies commerciales, et la communication. La SMI contribue également à la valorisation des produits de ces coopératives féminines en facilitant leur promotion lors d'événements locaux et nationaux.



Des fournisseurs et des partenaires locaux

La politique d'achat de biens et services au sein du Groupe Managem, y compris la SMI, est guidée par un code éthique strict, englobant la prévention des conflits d'intérêts, la lutte contre la corruption, l'assurance de l'égalité et de la concurrence équitable, et le soutien au développement durable chez les partenaires. La SMI privilégie les collaborations avec des fournisseurs et des sous-traitants locaux, intégrant dans ses contrats des critères liés à l'emploi local ainsi qu'au respect des normes sociales, environnementales et éthiques. Cette approche est régulièrement évaluée pour garantir l'alignement avec les objectifs RSE de la SMI et pour assurer la qualité des services et des produits reçus, renforçant ainsi l'impact positif de la SMI sur son environnement local et sa chaîne de valeur.



Une stratégie d'inclusion

Dans une démarche inclusive, la SMI collabore étroitement avec les autorités locales, les élus et les acteurs de la société civile. Cette approche témoigne de l'engagement profond de la SMI envers l'ensemble de ses parties prenantes, soulignant sa volonté de travailler main dans la main pour le bien commun.

GOUVERNANCE

Une gouvernance et une éthique rigoureuses

Garantir une gouvernance transparente et éthique

La SMI est une société anonyme dirigée par un conseil d'administration, dont les membres sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'administration a pour mission :

- D'établir les orientations stratégiques de la société et d'assurer leur exécution ;
- D'effectuer les contrôles et les vérifications qu'il considère nécessaires ;
- D'aborder toute question concernant le bon fonctionnement de la société.

Présentation des administrateurs

Membre	Fonction	Nationalité	Genre	Assiduité
M. Imad TOUMI	Président du Conseil d'Administration	Marocaine	H	100%
M. Bassim JAI HOKIMI	Administrateur non exécutif	Marocaine	H	100%
Mme. Amina BENKHADRA	Administrateur non exécutif	Marocaine	F	100%
M. Badre ATLASSI	Administrateur non exécutif	Marocaine	H	100%
Managem représenté par M. Youssef EL HAJJAM	Administrateur non exécutif	Marocaine	H	100%
SIGER représentée par M. Hassan OURIAGLI	Administrateur non exécutif	Marocaine	H	100%
M. Salaheddine KADMIRI	Administrateur indépendant	Marocaine	H	100%
Mme Leila BENALI	Administrateur indépendant	Marocaine	F	Absence excusée



Fonctionnement du Conseil d'administration

Réunions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, convoqué par son Président, se tient au moins deux fois l'an ou plus si nécessaire, selon les besoins légaux ou ceux de la Société. L'ordre du jour, établi par le Président, peut intégrer les propositions de chaque administrateur. Les réunions peuvent avoir lieu au siège ou à l'adresse mentionnée dans la convocation.

Si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le Directeur Général ou au moins un tiers des administrateurs peuvent solliciter une convocation par le Président. Si celle-ci n'est pas émise dans les 15 jours suivant la demande, le Directeur Général ou les administrateurs concernés ont le droit de convoquer eux-mêmes le conseil et de définir l'ordre du jour.

Les questions relatives à la responsabilité sociétale et environnementale sont également abordées par les administrateurs durant la présentation annuelle des activités du Groupe.

Taux de présence effective aux séances du Conseil d'administration en 2023

En 2023, le Conseil d'administration a tenu 2 réunions où les administrateurs étaient présents à 87%.

Indépendance des membres du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration de ma SMI est composé, en 2023, de 2 membres d'indépendants respectant ainsi les dispositions de l'article 41 bis de la loi régissant les sociétés anonymes faisant appel public à l'épargne, telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-19.

La parité au sein du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration s'assure de maintenir une composition équilibrée en termes de quota féminin, avec une représentation féminine de 25%.

Rémunération des administrateurs

En 2023, l'Assemblée Générale Ordinaire a alloué un montant global brut de 540 000 MAD au titre de jetons de présence aux membres du Conseil.

Le processus d'évaluation de la performance de l'instance de gouvernance par rapport aux thèmes économiques, environnementaux et sociaux

L'évaluation des administrateurs s'effectue à la fois sur des critères quantitatifs et qualitatifs, y compris leur taux de participation aux réunions du Conseil d'administration, qui a atteint 87% en 2023. Les jetons de présence sont attribués en fonction de la participation effective à chaque réunion du Conseil d'Administration ainsi qu'au Comité des Risques et des Comptes. Cette évaluation inclut également l'analyse de la gestion des sujets économiques, environnementaux et sociaux présentés lors du bilan annuel de l'activité.

Les organes de direction

Les statuts de la SMI précisent que la direction générale peut être exercée soit par le Président du Conseil d'Administration, qui porte alors le titre de Président Directeur Général, soit par une autre personne nommée par le Conseil d'Administration et désignée comme Directeur Général. À l'exception des domaines réservés par la loi aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration, le Directeur Général dispose d'une large autonomie pour agir au nom de la Société dans toutes les situations, représentant la Société dans ses relations externes, dans les limites définies par l'objet social et les prérogatives légales des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration a décidé de combiner les rôles de Président du Conseil et de Directeur Général. Ainsi, M. Imad TOUMI a été reconduit dans ses fonctions de Président Directeur Général pour la durée de son mandat.

Comité spécialisé

Comité des risques et des comptes

Un comité des risques et des comptes a été constitué. Il se tient à une fréquence semestrielle et a comme objectif de :

- S'assurer de l'équilibre financier de la société
- Surveiller les risques auxquels la société pourrait être exposée

Ces attributions incluent :

- La méthode d'élaboration des comptes sociaux ;
- L'examen des comptes annuels et semestriels ainsi que de la situation financière ;
- La sélection des CAC ;
- Le dispositif du contrôle interne, de la gestion des risques, des règles de gouvernance et de la déontologie.

Ce comité est composé des membres suivants :

Président	M. Salaheddine KADMIRI
Membres permanents	M. Badre ATLASSI et Mme Leila BENALI
Invité permanent	Mme Mouna MAHFOUD et M. Adil Guessous

Au 31 décembre 2023, le Conseil d'Administration de la SMI est composé des membres suivants

MEMBRES DU CA	FONCTION	NOMINATION	EXPIRATION DU MANDAT	BIOGRAPHIE	LIEN AVEC LE GROUPE MANAGEM
M. Imad TOUMI	Président du Conseil d'Administration	28/01/2016	AGO de 2029	Imad TOUMI est diplômé de l'École Polytechnique (X 1982), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Études Commerciales de Paris (MBA HEC 2000). Il a une expérience de plus de 20 ans en management de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines. Après un début de carrière au sein du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), il rejoint AREVA en 2002 où il occupera plusieurs postes, dont la Direction Générale de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger. Il a aussi été membre du Comité de Direction de la branche Mines d'AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.	Président Directeur Général
M. Bassim JAI HOKIMI	Administrateur non exécutif	22/05/2014	AGO de 2027	Diplômé de l'École Polytechnique et d'un Master en Computer Science à l'Université de Stanford en Californie aux États-Unis. M. HOKIMI occupe actuellement le poste de Président Directeur Général d'ATLAMED, une société anonyme basée à Casablanca, ayant pour objet le capital investissement et le conseil financier. Après ses expériences dans les systèmes d'information (Royal Air Maroc), la banque de marchés (Mediafinance au Maroc), et le conseil (Orga Consultants à Paris), M. HOKIMI prendra la présidence du Groupe SNI/ ONA (actuellement AL MADA) de 2002 à 2005.	Administrateur de AL Mada (maison mère) et MANAGEM
Mme. Amina BENKHADRA	Administrateur non exécutif	19/09/1996	AGO de 2026	Diplômée et ingénieur civil des mines de l'École Nationale Supérieure des Mines de Nancy en 1978. Mme Benkhadra a également un doctorat en sciences et techniques minières (ENSM Paris), en plus d'une double formation en management à l'Université de Columbia (1990). Aujourd'hui, elle occupe le poste de Directrice Générale de l'ONHYM. Auparavant, elle occupait les postes suivants : Directrice Générale de l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières (Onarep) ; Directrice Générale du Bureau des recherches et participations minières (BRPM) ; Directrice des mines au ministère de l'Énergie et des Mines ; Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie et des Mines, chargée du Développement du secteur minier ; Ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement.	Administrateur CMG
M. Badre ATLASSI	Administrateur non exécutif	03/06/2022	AGO de 2028	Investment Manager Senior - Al Mada	-
Managem représentée par M. Youssef EL HAJJAM	Administrateur non exécutif	19/09/1996	AGO de 2026	Diplômé de l'École Polytechnique en 1993 puis de l'École des Mines de Paris en 1995, M. EL HAJJAM rejoint Managem la même année en tant qu'ingénieur en charge du traitement à CTT Guemassa. Il occupera ensuite plusieurs postes de responsabilité dans l'activité hydrométallurgie, notamment Responsable du projet Hydro II et Responsable d'exploitation des usines Cobalt II. En 2002, il rejoint l'activité « ingénierie » en tant que Directeur de Projet. Il est ensuite chargé de la Direction de la mine de SAMINE. En 2005, il occupe le poste de Directeur Technique des Exploitations Minières avant d'être nommé Directeur de Développement. En 2008, il est nommé Directeur Général de la Branche Métaux Précieux puis Directeur Général de la Branche Métaux Précieux & Fluorine en 2011. En 2020, Youssef El Hajjam est nommé Directeur Général des Opérations Maroc	Administrateur de AKKA, CMG, CTT, REMINEX, SAGAX MAGHREB, SAMINE, SOMIFER et TECHSUB (filiales)
SIGER représentée par M. Hassan OURIAGLI	Administrateur non exécutif	04/06/2022	AGO de 2026	Diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Nationale des Ponts et Chaussées, Hassan OURIAGLI occupe actuellement les postes de Président Directeur Général du Groupe AL MADA, et d'administrateur dans plusieurs filiales du Groupe. Auparavant, M. OURIAGLI occupait les postes suivants : Directeur associé à Cap Gemini Ernst & Young, à Paris ; Directeur attaché à la présidence ONA, chargé des participations financières ; Directeur délégué de l'ONA, absorbée par la SNI en 2010.	Actionnaire de AL Mada et Administrateur MANAGEM
M. Salaheddine KADMIRI	Administrateur indépendant	25/06/2020	AGO de 2026	Diplômé de l'École Centrale de Paris, M. KADMIRI est le PDG de Schiele Group, entreprise spécialisée dans l'intégration de solutions électriques et de télécommunications. Il est également Administrateur de Sehla Group, entreprise spécialisée dans les systèmes électroniques destinés à l'aéronautique et les télécommunications. M. KADMIRI a été Vice-Président de La CGEM de 2012 à 2015. Depuis 2017, il est Co-Président du Conseil Économique Maroc-Espagne.	-
Mme Leila BENALI	Administrateur indépendant	25/06/2020	AGO de 2026	-	-

Le tableau suivant présente les représentants des personnes morales administrateur au 31/12/ 2023

Membres du Conseil d'administrateur	Fonction Actuelle (SMI)	Personne morale administrateur représentée	Fonction Actuelle (Société représentée)	Lien de la société représentée avec SMI
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur	SIGER	Président Directeur Général	Maison mère de Managem
M. Youssef EL HAJJAM	Administrateur	MANAGEM	Directeur Général des opérations Maroc	Maison mère de SMI

Les organes de direction

La SMI profite d’une gouvernance solide et éclairée, encadrée par le corporate du groupe Managem dans le cadre des conventions réglementées, l’un des leaders dans le secteur minier au Maroc et en Afrique. Cette structure de gouvernance permet à la SMI de bénéficier d’une vision stratégique alignée avec les standards internationaux en matière de responsabilité, d’innovation et de développement durable. Le groupe Managem, en tant qu’entité mère, assure une supervision rigoureuse et apporte un soutien stratégique continu, garantissant que la SMI adopte les meilleures pratiques en matière de gouvernance d’entreprise. Cette synergie entre la SMI et le corporate de Managem permet d’optimiser les processus décisionnels, d’encourager l’innovation et de renforcer l’engagement envers les principes de durabilité environnementale, sociale et économique.

Les principaux dirigeants

Membre de la direction	Fonction	BIOGRAPHIE
M. Imad TOUMI	Président Directeur Général	M. Imad TOUMI est diplômé de l’École Polytechnique (X 1982), titulaire d’un doctorat de l’Université Paris 6, et d’un MBA de l’école des Hautes Études Commerciales de Paris (MBA HEC 2000). Il a une expérience de plus de 20 ans en management de projets industriels dans le domaine de l’énergie et des mines. Après un début de carrière au sein du Commissariat à l’Énergie Atomique (CEA), il rejoint AREVA en 2002 où il occupera plusieurs postes, dont la Direction Générale de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger. Il a aussi été membre du Comité de Direction de la branche Mines d’AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.
Mme Mouna MAHFOUD	Directrice Exécutive Finances	Lauréate de l’École Mohammadia des Ingénieurs (EMI), Mouna MAHFOUD a rejoint le Groupe Managem en 1998 en tant qu’ingénieur process. Affectée aux unités hydro Métallurgiques du site de Guemassa pour contribuer au développement de la production des cathodes de cobalt, elle y prend très vite plusieurs responsabilités notamment celle des usines de production de cobalt, cuivre et oxyde de zinc. En 2003, forte d’une riche expérience opérationnelle de terrain, elle se réoriente vers le contrôle de gestion et devient en 2008 Directrice en charge du Contrôle de gestion opérationnel rattachée à la Direction Générale. Son périmètre s’agrandit au fil des années, en 2018, il regroupe le contrôle de gestion de l’ensemble des activités opérationnelles du Groupe Managem, au Maroc et à l’international. En 2020, elle est nommée Directrice Exécutive Finances.
M. Youssef EL HAJJAM	Directeur Général des Opérations Maroc	Diplômé de l’École Polytechnique puis de l’École des Mines de Paris, Youssef EL HAJJAM rejoint le Groupe Managem en tant qu’ingénieur en charge du traitement à CTT. Il intègre ensuite les activités Hydrométallurgie et Ingénierie avant de prendre en charge la direction du projet Dra Lasfar puis la direction d’exploitation de Samine. En 2005, il est nommé Directeur Technique des Exploitations minières puis Directeur de Développement, et Directeur Général de la branche Métaux Précieux, puis Directeur Général des Activités à l’international et du Développement. En 2020, Youssef El Hajjam est nommé Directeur Général des Opérations Maroc.

Autres mandats des administrateurs de la SMI SA

M. Imad TOUMI

Société	Activité	Lien avec le Groupe Managem	Fonction
Managem SA	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
AKKA GOLD MINING (AGM)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE DE TIFNOUT TIRANIMINE (CTT)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE GUEMASSA (CMG)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SAGAX Maghreb S.A	Travaux d’exploration minière	Filiale	Président Directeur Général
CIMR	Caisse de Retraite	Aucun	Représentant de Managem Administrateur
Fondation AL MADA	Association d’utilité publique	Managem membre de la fondation AL MADA	Représentant de Managem Administrateur
CTTA	Transport et travaux aériens	Filiale	Président Directeur Général
AFRICAPLANE	Transport aérien	GIE	Président
REMINEX	Recherche et Ingénierie minière	Filiale	Président
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER (SMI)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE ANONYME D'ENTREPRISES MINIERES (SAMINE)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE MINIERE DE BOU GAFFER (SOMIFER)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE D'OUMJRANE (C.M.O.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE SAGHRO (C.M.S.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE DADES	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
MANACET	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
Guemassa Green Metalurgy	Métallurgie hydrométallurgique	Filiale	Président Directeur Général
Metallurgie De L’anti-Atlas	Métallurgie des métaux non ferreux	Filiale	Président Directeur Général
MANATRADE	Commercialisation de minerais	Filiale	Président Directeur Général
Managem INTERNATIONAL	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
SMM	Prospection géologique	Filiale	Administrateur Président
MANUB	Exploitation minière	Filiale	Administrateur
MCM	Exploitation minière	Filiale	Président du Conseil d’administration
NIGIEM	Exploitation minière	Filiale	Président du Conseil d’administration
MANAGOLD	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
TRADIST	Commercialisation	Filiale	Président Directeur Général
Bambouk Limited	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
Manamali Limited	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
Magui Limited	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
Boto Sa	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
Agem Guinée Exploration	Exploitation minière	Filiale	Administrateur
Agem Sénégal Exploration	Exploitation minière	Filiale	Administrateur
Nareva	Energies	Filiale d’Al Mada	Administrateur
Mawaholding	Holding de participation	Filiale	Président directeur général
MWGOLD	Holding de participation	Filiale	PDG
MANAHOLDING	Exploration minière	Filiale	PDG
Fondation Managem	Association d'utilité publique	Fondation	Président

M. Hassan OURIAGLI

Sociétés	Fonction
AL MADA	Président Directeur Général
Al Mada Capital (Ex : Financière De Prise De Participations)	Président Directeur Général
Al Mada Digital	Président Directeur Général
Al Mada Gestion	Administrateur
Al Mada Immobilier	Président Directeur Général
Al Mada Management	Administrateur
Acima	Administrateur
Africaplane	Administrateur
African Hospitality Group	Administrateur
Experienciah Hotels & Resorts	Administrateur
Cngr New Tech Morocco	Directeur Général Délégué
Dan Maroc	Président Directeur Général
Digibay	Administrateur
Fondation Al Mada	Président
Fondation Suzanne Et Jean Epinat	Président
Hospitality Holding Company « H.Co »	Administrateur
Immo Masur	Gérant
Lafargeholcim Maroc	Administrateur
Lafarge Maroc	Administrateur
Managem	Administrateur
Nareva Holding	Administrateur
Nareva Power	Administrateur
Next Generation Industries	Président Directeur Général
Ofna	Administrateur
Ona Courtage	Président directeur général
Ona International	Président directeur général
Orientis Invest	Administrateur
Prestige Resorts	Administrateur
Reserves Immobilières	Président directeur général
Rihla Ibn Battuta Prod	Administrateur
Societe Africaine De Toursime	Administrateur
Societe Centrale D'investissements Immobiliers	Administrateur
Societe Immobiliere Agena	Administrateur
Societe Immobiliere Centuris	Administrateur
Societe Immobiliere Mandarona	Administrateur
Teralys	Administrateur
Wafa Assurance	Administrateur
Waua Corporate	Administrateur

Mme Amina BENKHADRA

Société	Fonction	Société	Fonction
CMG	Administrateur	MANAGEM	Administrateur

M. Bassim JAI HOKIMI

Sociétés	Fonction
ATLAMED	Président Directeur Général
AM INVEST MOROCCO	Président Directeur Général
Atlamed Capital	Président Directeur Général
COFIMAG	Président Directeur Général
Watec	Administrateur et Représentant d'AM Invest Morocco
INVOLYS	Représentant d'AM Invest Morocco au C.A.
SOFRENOR	Administrateur et représentant d'AM Invest Morocco
EGFI	Administrateur et représentant d'AM Invest Morocco
GEMADEC	Administrateur
GEMA CORP	Administrateur
SECURIMAG	Représentant d'AM Invest Morocco au C.A.
INTEX COMPAGNIE	Représentant d'AM Invest Morocco au C.A.
3P FUND	Administrateur
AL MADA	Administrateur
MANAGEM	Administrateur
Société Métallurgique D'imiter	Administrateur
Wana Corporate	Administrateur
Medcap Partners	Président
Al Akhawayn University-Spi	Administrateur
Atlantic Business International	Administrateur
Anfa Peq Holding	Gérant S.A.R.L.
Bjh Corp	Gérant S.A.R.L.U.

Politique en matière d'éthique de conduite des affaires

Le Groupe Managem a établi une politique stricte d'éthique et de conduite des affaires pour garantir l'intégrité dans toutes ses opérations et qui s'applique à toutes ses filiales dont la SMI. Cette politique inclut un code de déontologie qui régule les interactions des collaborateurs avec des tiers et impose des restrictions sur les transactions boursières pour éviter les délits d'initié. De plus, un code d'éthique et de conduite professionnelle définit les principes et normes éthiques que tous les employés et partenaires doivent suivre au quotidien.

Ce cadre éthique, appuyé par le PDG du groupe, souligne le respect des individus et la conformité aux lois et réglementations applicables. Le code d'éthique s'applique universellement à tous les membres du Conseil d'Administration, dirigeants, et collaborateurs du groupe et de ses filiales, sans exception et quel que soit le lieu d'opération.

Initiatives mises en place pour lutter contre la corruption et éviter les conflits d'intérêts

Le code de conduite destiné à tous les collaborateurs du Groupe Managem et ses filiales dont la SMI vise à :

- Définir les normes de comportement éthique attendues de la part des collaborateurs et de la direction ;
- Établir les comportements et attitudes éthiques requis.

Dispositif de recours pour les incidents liés à l'éthique et la conduite des affaires

Un dispositif d'alerte de MANAGEM « MANALERT » est instauré, offrant le choix au salarié :

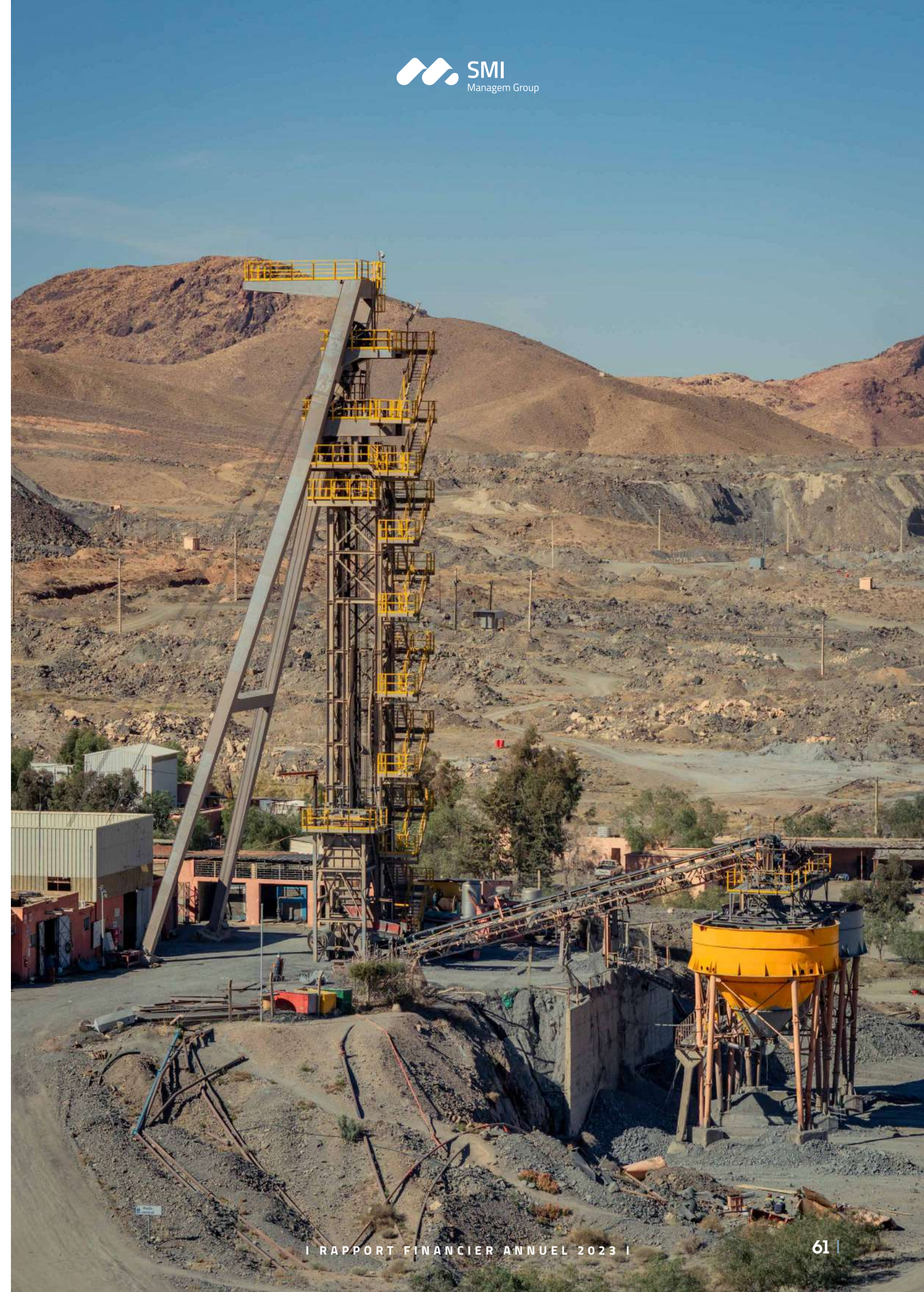
- Soit le site internet du groupe Managem « www.managemgroup.com » via le menu MANALERT ;
- Soit par téléphone dédié au numéro 07 01 00 82 45 ;
- Soit l'adresse email alerte_compliance@managemgroup.com;
- Soit l'adresse postale : Comité d'éthique, Twin Center, Tour A, Angle Boulevard Zerkouni et Al Massira Al Khadra, BP 5199 - Casablanca, Maroc ;
- Protection des lanceurs d'alertes ;
- Processus de traitement des alertes : instauration du Comité d'Ethique.

Relation avec les actionnaires et liste des communiqués de presse

Conformément aux normes statutaires et réglementaires, les actionnaires sont toujours invités aux assemblées générales, accompagnés de l'ordre du jour. De plus, les documents nécessaires à l'assemblée sont disponibles au siège de la société 15 jours avant la réunion. Il est aussi important de souligner que tous les documents destinés à être présentés durant l'assemblée sont publiés sur le site de Managem. Suivant les règles réglementaires, SMI communique de manière régulière avec ses actionnaires via son site internet, où sont compilées toutes les publications légales requises pour une entreprise cotée en bourse.

Liste des communiqués de presse publiés en 2023

Communiqué de presse	Date de publication
CP relatif aux indicateurs du 4 ^{ème} trimestre 2022	24/02/2023
CP financier relatif aux résultats 2022	21/03/2023
Résultats financiers 2022 et avis de convocation à l'AGM du 31 mai 2023 et CP RFA	28/04/2023
CP relatif aux indicateurs du 1 ^{er} trimestre 2023	22/05/2023
CP relatif aux indicateurs du 2 ^{ème} trimestre 2023	07/08/2023
CP financier relatif aux résultats du 1 ^{er} semestre 2023	21/09/2023
Résultats financiers du 1 ^{er} semestre 2023	27/09/2023
CP relatif aux indicateurs du 3 ^{ème} trimestre 2023	20/11/2023



COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

04

RAPPORT DE GESTION

Rapport de Gestion

I. Revue de marché



L'argent a entamé l'année en territoire négatif avant de connaître un mouvement significativement haussier à partir de mars, l'ayant amené en mai à 26,05\$/Oz. En dépit des diverses corrections s'étant opérées par la suite, le métal précieux a su se maintenir à des niveaux relativement élevés, en moyennant à 23,40\$/Oz sur l'année, contre 21,79\$ en 2022, soit une évolution de +7%.

Globalement, la tendance de l'argent a suivi celle de l'or, à quelques détails près :

Le ratio Or/Argent

- Si l'on exclut les niveaux de mars (91,2), le ratio Or/Argent a fortement gagné du terrain en 2023 en passant des 78 en début d'année aux alentours des 86 en fin décembre.
- En fin d'année, la tendance de l'or et de l'argent était globalement haussière, tandis que le ratio maintenait une allure haussière. Cela est considéré comme un signal haussier pour le métal blanc qui en a profité au cours du dernier trimestre pour limiter ses pertes de l'année.

La demande en valeur refuge, le durcissement de la politique monétaire de la Fed

- Durant la première moitié de l'année, l'argent avait à l'image de l'or bénéficié des inquiétudes liées à une éventuelle propagation de la crise bancaire américaine. De même, les mouvements baissiers observés durant cette période étaient principalement attribuables au resserrement monétaire opéré par la Réserve fédérale américaine, qui a relevé ses taux à trois reprises au cours du premier semestre.
- Par la suite, le métal précieux a également profité de l'écclatement du conflit israélo-palestinien et des perspectives d'un repli des taux américains pour 2024, de plus en plus manifeste dans le ton Dovish de la Fed.

La demande industrielle & joaillière/en argenterie

De nombreux éléments ressortent du Dîner annuel du Silver Institute ayant eu lieu à New York :

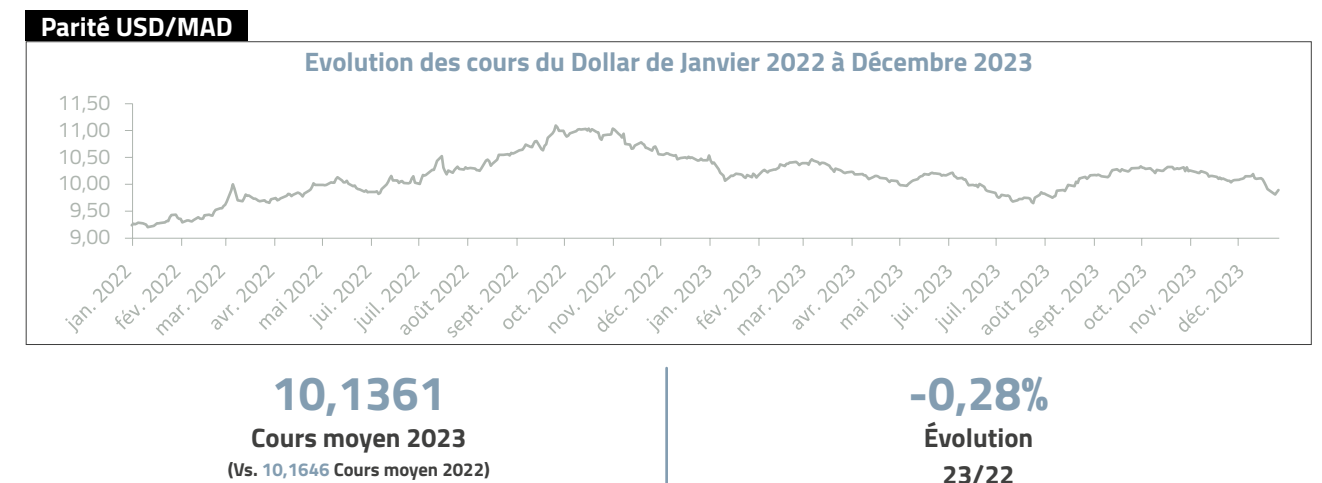
- La demande totale d'argent a diminué de 10% en 2023 pour atteindre 1,14 milliard d'onces. En dépit de cette baisse, la demande globale reste élevée par rapport aux normes historiques, ayant signé le deuxième plus haut jamais enregistré à ce jour (9,91% de plus que la moyenne sur les dix dernières années).
- La demande industrielle d'argent est en passe d'atteindre un record historique aux alentours des 572,6 millions d'onces. Cette croissance s'explique par des investissements massifs dans les photovoltaïques, les réseaux électriques et les réseaux 5G, ainsi que par une utilisation accrue de l'électronique automobile et des infrastructures de soutien.
- La demande globale d'argent dans la fabrication de panneaux solaires a augmenté de 150% au cours de la dernière décennie. Cette dynamique devrait se poursuivre, du moins au cours des trois prochaines années, la production d'énergie solaire devant dépasser la production d'énergie au charbon d'ici 2027, selon les prévisions de l'Agence Internationale de l'énergie.

La production mondiale d'argent

- La production mondiale d'argent a atteint 1,029 milliard d'onces en 2023, une hausse de 1,08% sur l'année en raison de meilleures performances au niveau du recyclage (+2,00%) et de la réouverture de la mine Uchucchacua au Pérou.
- Selon Bloomberg, l'offre mondiale d'argent devrait augmenter davantage en 2024, avec une projection de +3,00%, en grande partie due à une meilleure production minière globale. La reprise des activités de la mine de La Coipa et la concrétisation du projet Salares Norte de Gold Fields au Chili figurent parmi les raisons majeures derrière ces projections.

Investissements des ETF

- La quantité d'argent détenue par les ETF a atteint 699,92 millions d'once de troy, en baisse de 6,55% par rapport aux 748,9 millions d'once troy enregistrés un an plus tôt.
- Ce chiffre s'établit également en-dessous de la moyenne quinquennale de 731,14 millions d'onces de troy.



L'USDMAD a terminé l'année 2023 en baisse, pâtissant de la reprise de l'EURUSD et de l'assouplissement des conditions de liquidité sur le marché domestique.

La performance de l'Euro face au Dollar

L'EURUSD s'est montré particulièrement volatile en 2023, ayant perdu ou gagné à peu près 4% de sa valeur sur 30 jours à huit reprises. La parité a notamment atteint un plus haut annuel à 1,1276 le 18 juillet et un plus bas à 1,0448 le 3 octobre. Mais cette dernière a tout de même terminé l'année en hausse de 3,12% par rapport à 2022.

Cette performance reste attribuable aux éléments suivants :

- Les incertitudes autour de la trajectoire de la politique monétaire de la Fed, avec un premier semestre marqué par trois relèvements des taux, puis un second semestre marqué avec une seule hausse des taux et un ton de plus en plus Dovish de la banque centrale.
- Un constat similaire du côté de la BCE qui a relevé ses taux quatre fois au cours du premier semestre 2023 et deux fois au cours du second semestre, ce qui a à son tour alimenté la nervosité des opérateurs sur les marchés financiers, l'économie du bloc étant au bord de la récession.
- L'aversion au risque alimentée par la crise bancaire américaine et les perspectives de contagion, le dossier du plafond de la dette américaine et les anticipations persistantes d'une récession aux Etats-Unis et en zone Euro.
- Des tensions géopolitiques accrues, dont notamment les péripéties concernant Taiwan et les relations économiques sino-américaines, la poursuite de la guerre en Ukraine et l'éclatement du conflit israélo-palestinien.

En fin d'année, la monnaie unique s'est reprise, réagissant aux perspectives d'une baisse des taux américains pour début 2024 et au refroidissement du marché du travail US. Mais cette reprise s'est jusque-là avérée peu convaincante, compte tenu de la résilience inattendue de l'économie américaine.

Le spread de liquidité du Dirham

L'assouplissement des conditions de liquidité sur le marché domestique de change a alimenté la pression baissière sur l'USDMAD au cours du premier semestre. Les Spread de liquidité du Dirham sont passés de 4,34% en début d'année à -1,58% en début juillet.

Par la suite, la paire est repartie à la hausse alors que le marché domestique traitait une surcote en reprise, moyennant de 0,59% durant le T3-2023. En fin d'année, les Spread de liquidité ont enregistré une baisse inattendue, tutoyant la zone de décote avec un creux à 0,02% le 27 décembre. On assiste depuis à une reprise progressive et prudente de la surcote, vers les 0,9%.

II. Activité

1) Ventes :

	31/12/2023	31/12/2022	Evol ° % Vs 2022	30/06/2023
Tonnage Kg	139 756	108 559	28,7%	70 491
Cours \$/oz	23,76	22,26	6,7%	23,10
Parité \$/DH	10,11	10,18	-0,6%	10,13
C.A export KDH	1 036 541	789 446	31,3%	523 150

À fin Décembre 2023, le chiffre d'affaires de SMI s'établit à **1 065,9MDH** contre **798,4MDH** réalisé à fin décembre 2022, soit une hausse de **267,6MDH** grâce notamment aux effets combinés de l'amélioration des tonnages vendus et l'appréciation du cours d'Argent compensant ainsi la baisse de la parité USD/MAD.

2) Couverture de l'Argent

a) Bilan de couvertures à fin Décembre 2023 :

Le bilan de couverture de l'Argent à fin Décembre 2023 est de **+0,45MUSD** détaillé comme suit :

Métaux	Ag SMI
Positions Couvertes (Oz)	1 590 000
Cours moyen d'engagement (\$/Oz)	23,47
Cours moyen de Clôture (\$/Oz)	23,19
Bilan de couvertures	0,45 M\$

b) Engagements de couvertures au 31/12/2023 :

Sous-jacent	Année	Protection (Oz)	Cours	Engagement (Oz)	Cours d'engagement (\$/Oz)
Argent SMI	2024	930 000	25,08	930 000	25,08

3) Production :

	31/12/2023	31/12/2022	Évolution en % Vs 2022	30/06/2023
Minerai traité (T)	1 135 549	1 039 738	9.2%	565 852
Teneur (g Ag/t)	164,8	144,5	14,0%	148,7
Rendement métal (%)	74,8	73,7	1,5%	73,2
Métal produit (Kg)	140 003	110 741	26,4%	61 627

À fin décembre 2023, on note l'augmentation de la production d'**Argent à Imiter** de 26% marquée par la hausse de la contribution de l'argent provenant de la carrière ainsi que les efforts d'amélioration des teneurs d'argent traitées du souterrain.

III. Résultats

Indicateurs clés (en MDH) :

Indicateurs	31/12/2023	31/12/2022	Evol° Vs 2022	30/06/2023
Chiffre d'affaires	1 065,9	798,4	267,6	531,6
Excédent Brut d'exploitation	475,2	291,0	184,3	190,8
Résultat d'exploitation	235,3	33,4	201,9	66,4
Résultat financier	-3,1	4,7	-7,8	-16,9
Résultat courant	232,2	38,1	194,1	49,5
Résultat Non courant	-12,8	0,4	-13,2	-0,1
Résultat avant impôt	219,5	38,5	181,0	49,4
Résultat net	168,5	35,2	133,3	43,8
Marge brute autofinancement	405,9	291,1	114,8	167,8
Investissements	175,3	235,6	-60,3	89,5
Effectif	736	758	-22	734

Commentaires :

■ Résultat d'exploitation

À fin décembre 2023, le résultat d'exploitation ressort à **235,3MDH** soit une hausse de **201,9MDH** par rapport à la même période de l'année écoulée grâce à l'amélioration des performances opérationnelles conjugué à l'appréciation du cours de l'Argent ;

■ Résultat financier

Le résultat financier est de **-3,1MDH** à fin Décembre 2023 contre +4,7MDH à fin Décembre 2022 soit un retrait de 7,8MDH résultant principalement de l'impact négatif du bilan de change partiellement compensé par l'impact positif des reprises sur provisions pour risques et charges financières ;

■ Résultat net

À fin décembre 2023, le résultat net s'établit à **168,5MDH** contre 35,2MDH à fin décembre 2022, soit une amélioration de **133,3MDH** qui se rationalise comme suit :

- Variation du résultat d'exploitation : +201,9MDH
- Variation du résultat financier : -7,8MDH
- Variation du résultat non courant : -13,2MDH, expliqué principalement par la constatation de don au séisme d'un montant de 12,5MDH.
- Effet impôts : -47,7MDH.

■ Investissements

À fin décembre 2023, le montant des investissements s'élève à 175,3MDH dont 60,8MDH alloués aux travaux de recherche et d'exploration. Les investissements sont répartis comme suit :

Recherche & Exploration	60,8 MDH
Investissements Infrastructures	83,1 MDH
Investissements physiques	31,4 MDH

IV. Situation financière

Indicateurs	31/12/2023	31/12/2022	Évolution en MDH Vs 2022
Capitaux propres	1 339,6	1 171,2	168,5
Fonds de roulement	737,3	521,6	215,7
Besoin en fonds de roulement	690,0	546,7	143,4
BFR exploitation	331,6	497,1	-165,4
Endettement financier ("")	-339,6	55,9	-395,6

(²) Endettement externe + trésorerie passif - trésorerie actif +/- comptes courants d'associés

À fin décembre 2023, les capitaux propres enregistrent une hausse de **168,5MDH** par rapport à fin 2022 s'expliquant par le résultat net réalisé de +168,5MDH ;

Le fonds de roulement à fin décembre 2023 affiche une augmentation de 215,7MDH détaillée ci-dessous :

Variation du Financement Permanent	154,8 MDH
Résultat net	168,5 MDH
Dettes de financement	-14,4 MDH
Reprises / provisions pour risques et charges	0,8 MDH

Variation de l'Actif Immobilisé	-60,9 MDH
Investissements	175,7 MDH
Dotations d'amortissements	-236,6 MDH

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation à fin décembre 2023 enregistre une baisse de 165,4MDH expliquée comme suit :

Variation de l'Actif Circulant	-103 ,7 MDH
Stocks	-62,2 MDH
Fournisseurs débiteurs et comptes rattachés	-37,0 MDH
État débiteur	-2,9 MDH
Personnel débiteur	0,7 MDH
Comptes de régularisation - actif	-3,0 MDH
Écarts de Conversion actif	0,7 MDH

Variation du passif circulant	61 ,7 MDH
Fournisseurs et comptes rattachés	26,8 MDH
État créditeur	52,1 MDH
Personnel créditeur	-2,1 MDH
Comptes de régularisation passif	-0,2 MDH
Organismes sociaux	-14,8 MDH
Autres provisions pour risques et charges	0,7 MDH
Écarts de conversion-Passif	-0,7 MDH

Décomposition du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance

En application de la loi 15-95 formant Code de Commerce, telle que complétée par la loi 69-21, sur les délais de paiement, nous vous communiquons ci-dessous la décomposition par échéance du solde des dettes fournisseurs en MDH.

NE	0-30		31-60		61-90		>90		Total dettes	Total prov. intérêts
Dettes frns	Dettes frns	Provisions intérêts	Dettes frns	Provisions intérêts	Dettes frns	Provisions intérêts	Dettes frns	Provisions intérêts		
4,13	0,03		2,51	0,02	0,04		1,43	0,89	8,15	0,92

V. Perspectives d'avenir

- Poursuivre le travail sur l'exploitation de la carrière à l'imiter en vue d'augmenter la part de la production d'argent provenant de ces chantiers ;
- Poursuivre les efforts d'amélioration des performances de SMI :
 - Améliorer la performance de l'exploitation souterraine pour faire face à l'évolution de la morphologie du gisement (dispersion des chantiers, faible puissance et extension des structures minéralisées) ;
 - Stabiliser et consolider les performances de traitement des digues ;
 - Poursuivre le plan de rationalisation des charges et d'amélioration des performances opérationnelles
- Poursuivre le programme d'exploration.

COMPTES SOCIAUX

Comptes sociaux

BILAN ACTIFEXERCICE CLOS LE 31/12/2023

ACTIF	Exercice			Exercice Précédent Net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	2 045 313,70	2 045 313,70		27 230,00
◦ Frais préliminaires				
◦ Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 045 313,70	2 045 313,70		27 230,00
◦ Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	1 655 627 813,79	1 610 755 170,34	44 872 643,45	43 604 535,02
◦ Immobilisation en recherche et développement	1 617 263 131,55	1 602 918 932,19	14 344 199,36	22 986 524,28
◦ Brevets, marques, droits et valeurs similaires	1 034 906,85	709 849,29	325 057,56	329 715,08
◦ Fonds commercial				
◦ Autres immobilisations incorporelles	37 329 775,39	7 126 388,86	30 203 386,53	20 288 295,66
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	3 208 499 834,95	2 652 914 009,36	555 585 825,59	618 125 805,96
◦ Terrains	13 918 198,00		13 918 198,00	13 918 198,00
◦ Constructions	1 884 564 942,41	1 519 177 235,28	365 387 707,13	400 797 697,28
◦ Installations techniques, matériel et outillage	896 607 606,65	769 399 070,49	127 208 536,16	138 954 975,31
◦ Matériel de transport	349 388 730,91	324 369 940,13	25 018 790,78	29 121 705,50
◦ Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	41 102 197,35	39 967 763,46	1 134 433,89	2 159 160,71
◦ Autres immobilisations corporelles				
◦ Immobilisations corporelles en cours	22 918 159,63		22 918 159,63	33 174 069,16
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	103 101 195,75		103 101 195,75	102 714 495,75
◦ Prêts immobilisés				
◦ Autres créances financières	103 101 195,75		103 101 195,75	102 714 495,75
◦ Titres de participation				
◦ Autres titres immobilisés				
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)				
◦ Diminution des créances immobilisées				
◦ Augmentation des dettes de financement				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	4 969 274 158,19	4 265 714 493,40	703 559 664,79	764 472 066,73
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS (F)	170 027 922,06	7 694 482,92	162 333 439,14	224 516 057,89
◦ Marchandises				
◦ Matières et fournitures consommables	89 604 880,53	7 694 482,92	81 910 397,61	131 675 560,32
◦ Produits en cours				
◦ Produits intermédiaires et produits résiduels				
◦ Produits finis	80 423 041,53		80 423 041,53	92 840 497,57
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	769 743 834,22	164 642,91	769 579 191,31	506 904 823,95
◦ Fournisseurs, débiteurs, avances et acomptes	315 685,50		315 685,50	1 723 332,60
◦ Clients et comptes rattachés	271 172 317,02	164 642,91	271 007 674,11	306 588 110,45
◦ Personnel - Débiteur	10 818 407,49		10 818 407,49	10 163 290,18
◦ Etat - Débiteur	117 028 117,59		117 028 117,59	123 830 225,51
◦ Comptes d'associés	358 403 126,74		358 403 126,74	49 603 126,74
◦ Autres débiteurs	64 574,00		64 574,00	64 574,00
◦ Comptes de régularisation - Actif	11 941 605,88		11 941 605,88	14 932 164,47
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)				
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (I) (Éléments circulants)	5 071 044,14		5 071 044,14	4 383 180,83
TOTAL II (F+G+H+I)	944 842 800,42	7 859 125,83	936 983 674,59	735 804 062,67
TRÉSORERIE				
TRÉSORERIE-ACTIF	47 566 808,60		47 566 808,60	5 066 171,65
◦ Chèques et valeurs à encaisser				
◦ Banques, T G et C C P débiteurs	43 654 954,10		43 654 954,10	1 153 587,26
◦ Caisses, Régies d'avances et accreditifs	3 911 854,50		3 911 854,50	3 912 584,39
TOTAL III	47 566 808,60		47 566 808,60	5 066 171,65
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	5 961 683 767,21	4 273 573 619,23	1 688 110 147,98	1 505 342 301,05

BILAN PASSIFEXERCICE CLOS LE 31/12/2023

PASSIF	Exercice	Exercice Précédent Net
FINANCEMENT PERMANENT		
CAPITAUX PROPRES	1 339 609 303,17	1 171 153 718,84
◦ Capital social ou personnel (1)	164 509 000,00	164 509 000,00
◦ Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé = Capital appelé dont versé	164 509 000,00	164 509 000,00
◦ Primes d'émission, de fusion, d'apport		
◦ Écarts de réévaluation		
◦ Réserve légale	16 450 900,00	16 450 900,00
◦ Autres réserves	413 073 444,98	413 073 444,98
◦ Report à nouveau (2)	577 120 373,86	541 933 682,85
◦ Résultats nets en instance d'affectation (2)		
◦ Résultat net de l'exercice (2)	168 455 584,33	35 186 691,01
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	1 339 609 303,17	1 171 153 718,84
CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)		
◦ Subventions d'investissement		
◦ Provisions réglementées		
DETTES DE FINANCEMENT (C)	66 057 300,46	80 486 767,87
◦ Emprunts Obligataires		
Autres dettes de financement	66 057 300,46	80 486 767,87
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES (D)	35 216 434,00	34 438 241,00
◦ Provisions pour risques	35 216 434,00	34 438 241,00
◦ Provisions pour charges		
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)		
◦ Augmentation des créances immobilisées		
◦ Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	1 440 883 037,63	1 286 078 727,71
PASSIF CIRCULANT		
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	241 731 344,68	183 866 241,55
◦ Fournisseurs et comptes rattachés	119 347 175,29	92 521 374,70
◦ Clients créditeurs, avances et acomptes		
◦ Personnel - Créditeur	19 380 706,49	21 677 798,77
◦ Organismes Sociaux	11 633 337,05	26 239 247,95
◦ Etat - Créditeur	90 593 595,65	42 420 488,16
◦ Comptes d'associés - Créditeurs		
◦ Autres Créanciers		
◦ Comptes de régularisation - Passif	776 530,20	1 007 331,97
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	5 071 044,14	4 383 180,83
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (Éléments circulants) (H)	149 916,91	890 987,20
TOTAL II (F+G+H)	246 952 305,73	189 140 409,58
TRÉSORERIE		
TRÉSORERIE - PASSIF	274 804,62	30 123 163,76
◦ Crédits d'escompte		
◦ Crédits de trésorerie		
◦ Banques (soldes créditeurs)	274 804,62	30 123 163,76
TOTAL III	274 804,62	30 123 163,76
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	1 688 110 147,98	1 505 342 301,05

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

NATURE		Opérations		Totaux de l'exercice 3=1+2	Totaux de l'exercice précédent 4
		Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
EXPLOITATION					
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 204 929 993,85		1 204 929 993,85	1 000 785 678,50
• Ventes de marchandises (en l'état)					
• Ventes de biens et services produits		1 065 943 396,96		1 065 943 396,96	798 391 526,94
CHIFFRE D'AFFAIRES		1 065 943 396,96		1 065 943 396,96	798 391 526,94
I	• Variation de stocks de produits(±) (1)	-12 417 456,04		-12 417 456,04	3 750 171,24
	• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	146 365 015,62		146 365 015,62	193 844 434,77
	• Subventions d'exploitation				
	• Autres produits d'exploitation				
	• Reprises d'exploitation; transferts de charges	5 039 037,31		5 039 037,31	4 799 545,55
TOTAL I		1 204 929 993,85		1 204 929 993,85	1 000 785 678,50
CHARGES D'EXPLOITATION		969 598 449,26	8 778,62	969 607 227,88	967 350 015,93
• Achats revendus (2) de marchandises					
• Achats consommés (2) de matières et fournitures		411 426 937,17	8 778,62	411 435 715,79	390 073 922,20
• Autres charges externes		97 099 991,90		97 099 991,90	78 043 125,28
II	• Impôts et taxes	4 200 698,75		4 200 698,75	3 406 626,06
	• Charges de personnel	211 912 886,02		211 912 886,02	233 503 672,18
	• Autres charges d'exploitation	620 000,00		620 000,00	712 000,00
	• Dotations d'exploitation	244 337 935,42		244 337 935,42	261 610 670,21
	TOTAL II	969 598 449,26	8 778,62	969 607 227,88	967 350 015,93
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		235 331 544,59	-8778,62	235 322 765,97	33 435 662,57
FINANCIER					
PRODUITS FINANCIERS		26 414 548,01	2 088,01	26 416 636,02	33 567 841,42
• Produits des titres de participation et autres titres immobilisés					225,00
IV	• Gains de change	11 459 341,40	2 088,01	11 461 429,41	25 291 977,00
	• Intérêts et autres produits financiers	10 572 025,78		10 572 025,78	7 962 640,92
	• Reprises financières; transferts de charges	4 383 180,83		4 383 180,83	312 998,50
	TOTAL IV	26 414 548,01	2 088,01	26 416 636,02	33 567 841,42
CHARGES FINANCIÈRES		29 480 833,72	16 812,28	29 497 646,00	28 872 921,66
V	• Charges d'intérêts	5 805 666,39	16 812,28	5 822 478,67	7 094 017,07
	• Pertes de change	18 604 123,19		18 604 123,19	17 395 723,76
	• Autres charges financières				
	• Dotations financières	5 071 044,14		5 071 044,14	4 383 180,83
	TOTAL V	29 480 833,72	16 812,28	29 497 646,00	28 872 921,66
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)		-3 066 285,71	-14 724,27	-3 081 009,98	4 694 919,76
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)		232 265 258,88	-23 502,89	232 241 755,99	38 130 582,33
NON COURANT					
PRODUITS NON COURANTS		34 753 174,17	268 113,87	35 021 288,04	35 796 064,68
• Produits des cessions d'immobilisations					
• Subventions d'équilibre					
VIII	• Reprises sur subventions d'investissement				
	• Autres produits non courants	414 933,17	268 113,87	683 047,04	763 518,68
	• Reprises non courantes; transferts de charges	34 338 241,00		34 338 241,00	35 032 546,00
	TOTAL VIII	34 753 174,17	268 113,87	35 021 288,04	35 796 064,68
CHARGES NON COURANTES		47 783 066,70		47 783 066,70	35 406 752,00
• Valeurs nettes d'amortissements des Immobilisations cédées					
• Subventions accordées					
IX	• Autres charges non courantes	12 666 632,70		12 666 632,70	1 068 511,00
	• Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	35 116 434,00		35 116 434,00	34 338 241,00
	TOTAL IX	47 783 066,70		47 783 066,70	35 406 752,00
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII±IX)		-13 029 892,53	268 113,87	-12 761 778,66	389 312,68
XI RÉSULTAT AVANT IMPOTS (VII-X)		219 235 366,35	244 610,98	219 479 977,33	38 519 895,01
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS		51 024 393,00		51 024 393,00	3 333 204,00
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)		168 210 973,35	244 610,98	168 455 584,33	35 186 691,01
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)		1 266 097 716,03	270 201,88	1 266 367 917,91	1 070 149 584,60
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)		1 097 886 742,68	25 590,90	1 097 912 333,58	1 034 962 893,59
XVI RÉSULTAT NET (PRODUITS-CHARGES)		168 210 973,35	244 610,98	168 455 584,33	35 186 691,01

TABLEAU DE FINANCEMENT

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

I SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN		EXERCICE N	EXERCICE N-1	VARIATION A-B	
				EMPLOIS C	RESSOURCES D
1	Financement permanent	1 440 883 037,63	1 286 078 727,71		154 804 309,92
2	Moins actif immobilisé	703 559 664,79	764 472 066,73		60 912 401,94
3	=FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	737 323 372,84	521 606 660,98		215 716 711,86
4	Actif circulant	936 983 674,59	735 804 062,67	201 179 611,92	
5	Moins passif circulant	246 952 305,73	189 140 409,58		57 811 896,15
6	=BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	690 031 368,86	546 663 653,09	143 367 715,77	
7	TRESORERIE NETTE (Actif-Passif) A-B	47 292 003,98	-25 056 992,11	72 348 996,09	
		EXERCICE N		EXERCICE N-1	
II EMPLOIS ET RESSOURCES		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
	• AUTOFINANCEMENT (A)		405 877 229,83		291 064 018,91
	• Capacité d'autofinancement		405 877 229,83		291 064 018,91
	• – Distributions de bénéfices				
	• CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)				
	• Cession d'immobilisations incorporelles				
	• Cession d'immobilisations corporelles				
	• Cession d'immobilisations financières				
	• Récupération sur créances immobilisées				
	*AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
	* Augmentations de capital ,apports				
	* Subvention d'investissement				
	*AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)				
	TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)				
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE					
	* ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (E)	175 731 050,56		236 846 285,18	
	• Acquisitions d'immobilisations incorporelles	60 764 636,91		75 363 868,11	
	• Acquisitions d'immobilisations corporelles	114 579 713,65		160 282 417,07	
	• Acquisitions d'immobilisations financières				
	• Augmentations des créances immobilisées	386 700,00		1 200 000,00	
	* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
	* REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	14 429 467,41		14 268 357,68	
	* EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)				
	TOTAL II EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	190 160 517,97		251 114 642,86	
	III VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B F G)	143 367 715,77		40 393 363,17	
	IV VARIATION DE LA TRESORERIE	72 348 996,09		443 987,12	
	TOTAL GENERAL	405 877 229,83	405 877 229,83	291 508 006,03	291 508 006,03

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)**EXERCICE CLOS LE 31/12/2023**

I - TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (T.F.R)					
			ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	1		Ventes de marchandises (en l'etat)		
	2	-	Achats revendus de marchandises		
I		=	MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ETAT		
II		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	1 199 890 956,54	995 986 132,95
	3		Ventes de biens et services produits	1 065 943 396,96	798 391 526,94
	4		Variation de stocks de produits	-12 417 456,04	3 750 171,24
	5		Immobilisations produites par l'Ese pour elle-même	146 365 015,62	193 844 434,77
III		-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	508 535 707,69	468 117 047,48
	6		Achats consommés de matières et fournitures	411 435 715,79	390 073 922,20
	7		Autres charges externes	97 099 991,90	78 043 125,28
IV		=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	691 355 248,85	527 869 085,47
	8	+	Subventions d'exploitation		
V	9	-	Impôts et taxes	4 200 698,75	3 406 626,06
	10	-	Charges de personnel	211 912 886,02	233 503 672,18
		=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	475 241 664,08	290 958 787,23
		=	INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
	11	+	Autres produits d'exploitation		
	12	-	Autres charges d'exploitation	620 000,00	712 000,00
	13	+	Reprises d'exploitation: transfert de charges	5 039 037,31	4 799 545,55
	14	-	Dotations d'exploitation	244 337 935,42	261 610 670,21
VI		=	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	235 322 765,97	33 435 662,57
VII			RESULTAT FINANCIER	-3 081 009,98	4 694 919,76
VIII		=	RESULTAT COURANT (+ ou -)	232 241 755,99	38 130 582,33
IX			RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	-12 761 778,66	389 312,68
	15	-	Impôts sur les resultats	51 024 393,00	3 333 204,00
X		=	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	168 455 584,33	35 186 691,01
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT					
	1		Résultat net de l'exercice	168 455 584,33	35 186 691,01
			* Benefice +	168 455 584,33	35 186 691,01
			* Perte -		
	2	+	Dotation d'exploitation (1)	236 643 452,50	256 571 632,90
	3	+	Dotations financières (1)		
	4	+	Dotations non courantes (1)	35 116 434,00	34 338 241,00
	5	-	Reprises d'exploitation (2)		
	6	-	Reprises financières (2)		
	7	-	Reprises non courantes (2) (3)	34 338 241,00	35 032 546,00
	8	-	Produits des cessions d'immobilisations		
	9	+	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées.		
I			CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	405 877 229,83	291 064 018,91
	10	-	Distributions de bénéfices		
II			AUTOFINANCEMENT	405 877 229,83	291 064 018,91

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie.

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie.

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissements.

ÉTATS DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION SPÉCIFIQUES À L'ENTREPRISE

ÉTAT DE DÉROGATIONS

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

DETAIL DES NON VALEURS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

TABLEAU DES PROVISIONS

TABLEAU DES CREANCES

TABLEAU DES DETTES

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU REÇUES

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

TABLEAU DES BIENS EN CREDIT BAIL

DETAIL DES POSTES DU C.P.C (CHARGE)

DETAIL DES POSTES DU C.P.C (PRODUITS)

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL (CHARGES)

DETERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

PASSIF EVENTUEL

ÉTAT D'AFFECTION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTERISTIQUES DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

TABLEAU DES OPÉRATIONS EN DEVISES COMPTABILISEES PENDANT L'EXERCICE

DATATION ET ÉVENEMENTS POSTERIEURS

ETAT DÉTAILLÉ DES STOCKS

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION SPÉCIFIQUES À L'ENTREPRISE

Exercice Clos le 31/12/2023
INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE
I. ACTIF IMMOBILISE A. EVALUATION A L'ENTREE 1. Immobilisations en non-valeurs : Comprennent les frais de prospections et d'acquisitions d'immobilisations enregistrés à leur coûts d'acquisition et amortis à raison de 20% l'an. 2. Immobilisations incorporelles : Englobent - La valeur d'acquisition des permis miniers . - La valeur d'acquisition et/ou de production des frais de R & D amortis, soit à raison de 20% l'an, soit sur la durée d'exploitation des réserves découvertes. 3. Immobilisations corporelles : Sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties selon une méthode linéaire sur la base de la durée de vie des équipements. 4. Immobilisations financières : Concernent les prêts au personnel, les dépôts et cautionnements et les bons de trésor II. ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie) A. EVALUATION A L'ENTREE 1. Stocks : - Les stocks consommables sont évaluées à leur prix d'achat majoré le cas échéant des frais accessoires réels d'achats. - Les stocks de minerais sont évalués au coût de production déterminé sur la base des charges d'exploitation de l'exercice. Ce coût ne comprend pas les charges du siège, les amortissements des non valeur, les amortissements des immobilisations incorporelles, les frais financiers et les provisions pour dépréciation. Le coût du stock est comparé à la valeur nette de réalisation. le stock est comptabilisé pour la valeur la plus faible des deux 2. Créances : Les créances sont enregistrées à leur valeur d'entrée évaluée au cours de la date de transaction B. CORRECTIONS DE VALEUR 1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation: - Les stocks : La valeur des stocks de consommables est corrigée au moment de l'arrêt pour tenir compte des dépréciations éventuelles (obsolète,) 2. Méthodes de détermination des écarts de conversion Actif: Les créances libellées en devises sont revalorisées aux taux de clôture et réajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif. Les pertes de change latentes sont constatées dans le CPC par le biais de provisions financières. Les gains latents ne sont pas constatés dans le CPC. III. FINANCEMENT PERMANENT 1. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées : Ces méthodes sont conformes aux textes de lois: IV. PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES "En l'absence de règles comptables relatives au traitement des instruments dérivés applicables aux contrats de ventes à terme, La société métallurgique d'Imiter (SMI), par référence aux principes de prudence et de spécialisation des exercices constate pour les contrats de couverture des métaux, des provisions pour risques et charges couvrants: 1. Les moins values latentes qui découleraient d'une sur-couverture, résultant des différences entre les volumes de ventes à terme des métaux prévus aux contrats et ceux de la production prévisionnelle et ce, sur la période couverte." V. PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie) 1. Dettes du passif circulant : Les dettes relatives aux créanciers étrangers sont enregistrées à leur valeur d'entrée selon les cours de facturation. 2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges : Les provisions pour risques et charges correspondent aux pertes de change latentes constatées sur les dettes et les créances libellées en devises et converties au taux de clôture. 3. Méthodes de détermination des écarts de conversion passif : Les dettes libellées en devises sont converties aux taux de clôture et réajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif. Les pertes de change latentes sont constatées dans le CPC par le biais de provisions financières. Les gains latents ne sont pas constatés dans le CPC.

ÉTAT DE DÉROGATIONS

Exercice Clos le 31/12/2023		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
" I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux"	Néant	Néant
" II. Dérogations aux méthodes d'évaluation"	Néant	Néant
" III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse"	Néant	Néant

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

Exercice Clos le 31.12.2023		
NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
" I. Changements affectant les méthodes d'évaluation"	Néant	Néant
" II. Changements affectant les règles de présentation"	Néant	Néant

DETAIL DES NON VALEURS

Exercice Clos le 31/12/2023		
COMPTE	INTITULE	MONTANT
PRINCIPAL		
211	FRAIS PRELIMINAIRES	
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	2 045 313,70
2121	Frais d'acquisition des immobilisations	491 934,00
2125	Frais d'émission des emprunts	
2128	Autres charges à répartir	1 553 379,70
213	PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	
2130	Primes de remboursement des obligations	
	TOTAL	2 045 313,70

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

Exercice Clos le 31.12.2023								
NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'e/se pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	2 045 313,70							2 045 313,70
* Frais préliminaires								
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 045 313,70							2 045 313,70
* Primes de remboursement des obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 594 863 176,88	156 000,00	60 608 636,91					1 655 627 813,79
* Immobilisation en recherche et développe- ment	1 570 086 252,17		47 176 879,38					1 617 263 131,55
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	878 906,85	156 000,00						1 034 906,85
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles	23 898 017,86		13 431 757,53					37 329 775,39
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 093 920 121,30	28 823 334,94	85 756 378,71	24 743 064,68			24 743 064,68	3 208 499 834,95
* Terrains	13 918 198,00							13 918 198,00
* Constructions	1 800 664 636,11	2 341 610,00	80 841 666,30	717 030,00				1 884 564 942,41
* Installations techniques, matériel et outillage	863 038 827,29	5 980 474,68	4 914 712,41	22 673 592,27				896 607 606,65
* Matériel de transport	342 127 593,39	5 908 695,11		1 352 442,41				349 388 730,91
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	40 996 797,35	105 400,00						41 102 197,35
* Autres immobilisations corporelles								
* Immobilisations corporelles en cours	33 174 069,16	14 487 155,15					24 743 064,68	22 918 159,63
TOTAL GENERAL	4 690 828 611,88	28 979 334,94	146 365 015,62	24 743 064,68			24 743 064,68	4 866 172 962,44

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Exercice Clos le 31.12.2023				
NATURE	Cumul début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissements sur les immobilisations sorties 3	Cumul d'amortissement fin exercice 4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	2 018 083,70	27 230,00		2 045 313,70
* Frais préliminaires				
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 018 083,70		27 230,00	2 045 313,70
* Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 551 258 641,86	59 496 528,48		1 610 755 170,34
* Immobilisation en recherche et développe- ment	1 547 099 727,89		55 819 204,30	1 602 918 932,19
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	549 191,77		160 657,52	709 849,29
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles	3 609 722,20		3 516 666,66	7 126 388,86
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 475 794 315,34	177 119 694,02		2 652 914 009,36
* Terrains				
* Constructions	1 399 866 938,83		119 310 296,45	1 519 177 235,28
* Installations techniques, matériel et outillage	724 083 851,98		45 315 218,51	769 399 070,49
* Matériel de transport	313 005 887,89		11 364 052,24	324 369 940,13
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	38 837 636,64		1 130 126,82	39 967 763,46
* Autres immobilisations corporelles				
* Immobilisations corporelles en cours				
TOTAL GENERAL	4 029 071 040,90	236 643 452,50		4 265 714 493,40

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D’IMMOBILISATIONS

Exercice Clos le 31.12.2023

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d’amortissements	Prix de cession	Plus values	Moins values
Néant							
TOTAL							

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice Clos le 31.12.2023

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émetrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
Néant									
TOTAL									

TABLEAU DES PROVISIONS

Exercice Clos le 31.12.2023								
NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges	34 438 241,00			35 116 434,00			34 338 241,00	35 216 434,00
SOUS TOTAL (A)	34 438 241,00			35 116 434,00			34 338 241,00	35 216 434,00
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorie)	5 203 680,22	7 694 482,92			5 039 037,31			7 859 125,83
5. Autres Provisions pour risques et charges	4 383 180,83		5 071 044,14			4 383 180,83		5 071 044,14
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorie								
SOUS TOTAL (B)	9 586 861,05	7 694 482,92	5 071 044,14		5 039 037,31	4 383 180,83		12 930 169,97
TOTAL (A + B)	44 025 102,05	7 694 482,92	5 071 044,14	35 116 434,00	5 039 037,31	4 383 180,83	34 338 241,00	48 146 603,97

TABLEAU DES CREANCES

Exercice Clos le 31.12.2023								
CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organisme Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
De l'Actif Immobilisé	103 101 195,75	3 601 195,75	99 500 000,00					
- Prêts immobilisés								
- Autres créances financières	103 101 195,75	3 601 195,75	99 500 000,00					
De l'actif circulant	769 743 834,22	315 685,50	766 879 215,76	36 677 785,57	268 664 536,18	117 028 117,59	626 771 537,67	
- Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	315 685,50	315 685,50						
- Clients et comptes rattachés	271 172 317,02	0,00	268 623 384,06	2 548 932,96	268 664 536,18		268 368 410,93	
- Personnel	10 818 407,49		10 818 407,49			0,00		
- Etat	117 028 117,59	0,00	117 028 117,59	34 128 852,61		117 028 117,59		
- Comptes d'associés	358 403 126,74		358 403 126,74				358 403 126,74	
- Autres débiteurs	64 574,00		64 574,00					
- Compte de régularisation actif	11 941 605,88		11 941 605,88					
TOTAUX	872 845 029,97	3 916 881,25	866 379 215,76	36 677 785,57	268 664 536,18	117 028 117,59	626 771 537,67	

TABLEAU DES DETTES

Exercice Clos le 31.12.2023

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organisme Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	66 057 300,46	50 870 508,96	15 186 791,50					
- Emprunts obligataires								
- Autres dettes de financement	66 057 300,46	50 870 508,96	15 186 791,50					
DU PASSIF CIRCULANT	241 731 344,68	30 458 138,75	209 977 508,70	1 295 697,23		102 226 932,70	21 823 051,34	
- Fournisseurs et comptes rattachés	119 347 175,29	886 044,10	117 165 433,96	1 295 697,23			21 823 051,34	
- Clients créditeurs, avances et acomptes								
- Personnel	19 380 706,49		19 380 706,49			0,00		
- Organismes sociaux	11 633 337,05		11 633 337,05			11 633 337,05		
- Etat	90 593 595,65	29 572 094,65	61 021 501,00			90 593 595,65		
- Comptes d'associés								
- Autres créanciers								
- Comptes de régularisation - Passif	776 530,20		776 530,20					
TOTAUX	307 788 645,14	81 328 647,71	225 164 300,20	1 295 697,23		102 226 932,70	21 823 051,34	

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU REÇUES

Exercice Clos le 31.12.2023

Tiers Créditeurs ou Tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données	Néant				
Sûretés reçues	Néant				
(1) Gage: 1 - Hypothèque: 2 - Nantissement: 3 - Warrant: 4 - Autres: 5 - (à préciser)					
(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)					
(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)					

DETAIL DES POSTES DU C.P.C (CHARGE)

Exercice Clos le 31.12.2023				
POSTE	ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT	
611	CHARGES D'EXPLOITATION			
	Achats revenus de marchandises			
	* Achats de marchandises			
	* Variation des stocks de marchandises			
	Total			
612	Achats consommés de matières et fournitures	411 435 715,79	390 073 922,20	
	* Achats de matière premières			
	* Variation des stocks de matières premières			
	* Achats de matières et fournitures consommables et emballages	143 247 999,99	232 143 437,86	
	* Variation des stocks de matières, fournitures et emballages	47 109 714,10	-60 545 821,70	
	* Achats non stockés de matières et de fournitures	62 640 348,55	56 575 662,83	
	* Achats de travaux, études et prestation de services	158 437 653,15	161 900 643,21	
	Total	411 435 715,79	390 073 922,20	
	613/614	Autres charges externes	97 099 991,90	78 043 125,28
* Locations et charges locatives		8 776 763,08	8 156 897,56	
* Redevances de crédit-bail				
* Entretien et réparations		2 503 001,49	2 438 098,67	
* Primes d'assurances		6 338 841,87	7 277 078,65	
* Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise				
* Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		838 685,73	653 052,09	
* Redevances pour brevets, marque, droits ...		50 721 203,99	36 249 694,35	
* Transports		21 491 229,40	16 725 800,98	
* Déplacements, missions et réceptions		4 263 480,30	4 344 237,03	
* Reste du poste des autres charges externes		2 166 786,04	2 198 265,95	
Total		97 099 991,90	78 043 125,28	
617		Charges de personnel	211 912 886,02	233 503 672,18
		* Rémunération du personnel	129 137 283,94	135 251 641,23
		* Charges sociales	47 491 973,86	50 678 784,12
		* Reste du poste des charges de personnel	35 283 628,22	47 573 246,83
		Total	211 912 886,02	233 503 672,18
618		Autres charges d'exploitation	620 000,00	712 000,00
		* Jetons de présence	620 000,00	712 000,00
	* Pertes sur créances irrécouvrables			
	* Reste du poste des autres charges d'exploitation			
	Total	620 000,00	712 000,00	
638	CHARGES FINANCIERES			
	Autres charges financières			
	* Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement			
	* Reste du poste des autres charges financières			
	Total			
658	CHARGES NON COURANTES	12 666 632,70	1 068 511,00	
	Autres charges non courantes	12 666 632,70	1 068 511,00	
	* Pénalités sur marchés et débits			
	* Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)			
	* Pénalités et amendes et pénales	1 624,00	1 068 511,00	
	* Créances devenues irrécouvrables			
	* Reste du poste des autres charges non courantes	12 665 008,70		
	Total	12 666 632,70	1 068 511,00	

Néant

DETAIL DES POSTES DU C.P.C (PRODUITS)

Exercice Clos le 31.12.2023			
POSTE	ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
711	PRODUITS D'EXPLOITATION		
	<u>Ventes de marchandises</u>		
	* Ventes de marchandises au Maroc		
	* Ventes de marchandises à l'étranger		
712	* Reste du poste des ventes de marchandises		
	Total		
	<u>Ventes des biens et services produits</u>	1 065 943 396,96	798 391 526,94
	* Ventes de biens au Maroc		
713	* Ventes de biens à l'étranger	1 052 434 991,83	790 214 629,82
	* Ventes des services au Maroc		
	* Ventes des services à l'étranger		
	* Redevances pour brevets, marques, droits ...		
718	* Reste du poste des ventes et services produits	13 508 405,13	8 176 897,12
	Total	1 065 943 396,96	798 391 526,94
	<u>Variation des stocks de produits</u>	-12 417 456,04	3 750 171,24
	* Variation des stocks des biens produits	-12 417 456,04	3 750 171,24
719	* Variation des stocks des services produits		
	* Variation des stocks des produits en cours		
	Total	-12 417 456,04	3 750 171,24
	<u>Autres produits d'exploitation</u>		
720	* Jetons de présence reçus		
	* Reste du poste (produits divers)		
	Total		
	<u>Reprises d'exploitation, transferts de charges</u>	5 039 037,31	4 799 545,55
721	* Reprises d'exploitation	5 039 037,31	4 799 545,55
	* Transferts de charges		
	Total	5 039 037,31	4 799 545,55
	PRODUITS FINANCIERS		
722	<u>Intérêts et autres produits financiers</u>	10 572 025,78	7 962 640,92
	* Intérêt et produits assimilés	7 580 238,92	5 736 511,02
	* Revenus des créances rattachées à des participations		
	* Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement		
723	* Reste du poste intérêts et autres produits financiers	2 991 786,86	2 226 129,90
	Total	10 572 025,78	7 962 640,92

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL (CHARGES)

Exercice Clos le 31.12.2023		
PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL		
INTITULES	MONTANT (+)	MONTANT (-)
I. RESULTAT NET COMPTABLE		
Bénéfice net	168 455 584,33	
Perte nette		
II. REINTEGRATIONS FISCALES	105 343 402,64	
REINTEGRATIONS FISCALES COURANTES	9 035 942,94	
Ecart de Conversion Passif Année 2023	149 916,91	
Provision Pour Dépréciation du Stock	7 694 482,92	
Charges sur exercices antérieurs	25 590,90	
Amortissements et ou redevances non déductible	347 526,40	
Cadeaux	4 400,00	
Dons non déductibles	814 025,81	
REINTEGRATIONS FISCALES NON COURANTES	96 307 459,70	
Pénalités et amendes fiscales	1 624,00	
Provision pour risques	35 116 434,00	
Autres charges non courantes	10 165 008,70	
Impôts sur les sociétés	51 024 393,00	
III. DEDUCTIONS FISCALES		40 268 265,51
DEDUCTIONS FISCALES COURANTES		5 930 024,51
Reprise provisions sur stock		5 039 037,31
Reprise écart de conversion Passif 2022		890 987,20
DEDUCTIONS FISCALES NON COURANTES		34 338 241,00
Reprise propre pour Risque		34 338 241,00
Total	273 798 986,97	40 268 265,51
IV. RESULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1> T2 (A)	233 530 721,46	
Déficit brut fiscal si T2> T1 (B)		
V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		21 162 477,56
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		21 162 477,56
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) (OU)	212 368 243,90	
. Déficit net fiscal (B)		
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII. CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

(Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A (1))

DETERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

Exercice Clos le 31.12.2023	
I DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
Résultat courant d’après C.P.C (+/-)	232 241 755,99
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	9 035 942,94
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	5 930 024,51
Résultat courant théoriquement imposable (=)	235 347 674,42
Impôt théorique sur résultat courant (-)	56 545 515,81
Résultat courant après impôts (=)	175 696 240,18

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Exercice Clos le 31.12.2023				
NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1 + 2 - 3 = 4)
A. T.V.A. Facturée		29 710 672,57	29 710 672,57	
B. T.V.A. Récupérable	6 395 342,28	98 806 788,66	94 574 661,51	10 627 469,43
sur charges	5 408 874,54	66 429 490,72	61 713 332,26	10 125 033,00
sur immobilisations	986 467,74	32 377 297,94	32 861 329,25	502 436,43
C. T.V.A. due ou crédit de T.V.A = (A - B)	-6 395 342,28	-69 096 116,09	-64 863 988,94	-10 627 469,43

PASSIF EVENTUEL

Exercice Clos le 31.12.2023	
PASSIF ÉVENTUEL	
1) les déclarations fiscales de l’impôt sur les sociétés (IS), de l’impôt général sur le revenu (IGR) des exercices 2020 à 2023 ainsi que les déclarations de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) non encore prescrites et pourraient par conséquent,faire l’objet de vérifications par l’administration fiscale et donner lieu à d’éventuels redressements .	
2) les déclarations sociales des exercices 2020 à 2023 sont non prescrites et restent ouvertes à d’éventuels contrôles de la part de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale	

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital : 164 509 000.00 Dh

Principaux associés		Identifiant Fiscal	N° C.N.I.	N° C.E.	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nomin. de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
Nom, prénom	Associés					Ex. N - 1	Actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
	MANAGEM	1085091			TWIN CENTER TOUR A ANGLE BD ZERKTOUNI CASABLANCA	1320360	1320360	100	132 036 000,00	132 036 000,00	132 036 000,00
	CIE DE TIFNOUT TIRANIMINE	1086122			TWIN CENTER TOUR A ANGLE BD ZERKTOUNI CASABLANCA	1	1	100	100,00	100,00	100,00
	SFGP	1085081			60 RUE D ALGER CASABLANCA	1	1	100	100,00	100,00	100,00
	SIGER	3316303			5 AV LA PRINCESSE LALLA MERYEM RABAT	1	1	100	100,00	100,00	100,00
TOUMI IMAD			B480599		TWIN CENTER TOUR A ANGLE BD ZERKTOUNI CASABLANCA	1	1	100	100,00	100,00	100,00
ABARRO ABDELAZIZ			B74177		7, RUE DES SAPINS CASABLANCA	1	1	100	100,00	100,00	100,00
BENYAKHLEF RACHID			C801245		ATTIJARIWafa BANK AG. MASOUR EDDAHBI CASA	1	1	100	100,00	100,00	100,00
LOUALI AHMED			D16623		55, LOT BONVILLARD SOUISSI RABAT	1	1	100	100,00	100,00	100,00
BASSIM JAI HOKIMI			B387850		3, ALLEE DES MIMOSAS ANFA CASABLANCA	1	1	100	100,00	100,00	100,00
BENKHADRA AMINA			A118958		39, RUE CADI AHMED MOULINE SOUISSI RABAT	1	1	100	100,00	100,00	100,00
ALJ OMAR					BP N° 13005 CASA PRINCIPALE	17	17	100	1 700,00	1 700,00	1 700,00
ALJ MOHAMED					BP N° 13005 CASA PRINCIPALE	17	17	100	1 700,00	1 700,00	1 700,00
JABRI TOURIA					BP N° 13005 CASA PRINCIPALE	51	51	100	5 100,00	5 100,00	5 100,00
KESSAR NOUFISSA			BE40716		60 RUE D ALGER CASABLANCA	1	1	100	100,00	100,00	100,00
	AUTRES PORTEURS					324635	324635	100	32 463 500,00	32 463 500,00	32 463 500,00
Total						1645090	1645090	--	164 509 000,00	164 509 000,00	164 509 000,00

(1) Quant le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l’entreprise doit déclarer tous les participants au capital Dans les autre cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d’importance décroissante.

ÉTAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Exercice Clos le 31 12 2023			
ELEMENTS	MONTANT	ELEMENTS	MONTANT
A ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B AFFECTATION DES RESULTATS	
Décision AGO du 31/05/2023		* Réserve légale	
* Report à nouveau	541 933 682,85	* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice	35 186 691,01	* Dividendes (affectés après distribution à l'augmentation du Capital social)	
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	577 120 373,86
TOTAL A	577 120 373,86	TOTAL B	577 120 373,86
TOTAL A = TOTAL B			

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTERISTIQUES
DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Exercice Clos le 31.12.2023			
NATURE DES INDICATIONS	Exercice n - 2	Exercice n - 1	Exercice n
SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisations en non valeurs	1 135 912 567,83	1 171 126 488,84	1 339 609 303,17
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1.Chiffre d'affaires hors taxes	689 215 469,17	798 391 526,94	1 065 943 396,96
2.Résultat avant impôts	-62 953 553,61	38 519 895,01	219 479 977,33
3.Impôts sur les résultats	3 580 360,00	3 333 204,00	51 024 393,00
4.Bénéfices distribués	82 254 500,00		
5.Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	15 129 628,23	0,00	35 186 691,01
RESULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par action et S A R L)			
Résultat net par action ou part social	'Néant'	21,39	102,40
Bénéfices distribués par action ou part social			
PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	135 454 811,14	135 251 641,23	129 137 283,94
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	759	757	736

TABLEAU DES OPÉRATIONS EN DEVISES COMPTABILISEES PENDANT L'EXERCICE

Exercice Clos le 31.12.2023		
NATURE	Entrée Contre -valeur en DH	Sorties Contre -valeur en DH
.Financement permanent		
.Immobilisations brutes		8 045 281,27
.Rentrées sur Immobilisations		
.Remboursement des dettes de financement		
.Produits	1 052 434 991,83	
.Charges		50 741 178,59
TOTAL DES ENTREES	1 052 434 991,83	
TOTAL DES SORTIES		58 786 459,86
BALANCE DEVISES		993 648 531,97
TOTAL	1 052 434 991,83	1 052 434 991,83

DATATION ET ÉVENEMENTS POSTERIEURS

I DATATION

Exercice Clos le 31.12.2023	
Date de clôture (1) 31 Décembre 2023	
. Date d'établissement des états de synthèse (2) 19/03/2024.	
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses	

II EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A
A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ER COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATE	INDICATION DES EVENEMENTS
	Néant

ÉTAT DÉTAILLÉ DES STOCKS

STOCKS	STOCK FINAL			STOCK INITIAL			Variation de stock en valeur (+ ou -)
	Montant brut	Provision pour dépréciation	Montant net	Montant brut	Provision pour dépréciation	Montant net	
	1	2	3	4	5	6	7 = 6 - 3
I. Stocks Approvisionnement							
1- Biens et produits destinés à la revente en l'état							
* Biens immeubles							
* Biens meubles							
2- Biens et Matières Premières destinés aux activités de production et de transformation	89 604 880,53	7 694 482,92	81 910 397,61	136 714 597,63	5 039 037,31	131 675 560,32	49 765 162,71
3- Matières premières							
4- Matières consommables	89 604 880,53	7 694 482,92	81 910 397,61	136 714 597,63	5 039 037,31	131 675 560,32	49 765 162,71
5 - Pièces détachées							
6- Carburants, lubrifiants pour véhicules de transport							
- Emballage							
7 * récupérables							
8 * vendus							
9 * perdus							
10- Total stocks approvisionnement	89 604 880,53	7 694 482,92	81 910 397,61	136 714 597,63	5 039 037,31	131 675 560,32	49 765 162,71
II. Stock en cours Production de biens et service							
11- Produits en cours							
12- Etudes en cours							
13- Travaux en cours							
14- Services en cours							
15- Total Stocks des en cours							
III. Stock Produits finis	80 423 041,53		80 423 041,53	92 840 497,57		92 840 497,57	12 417 456,04
16- Produits finis	80 423 041,53		80 423 041,53	92 840 497,57		92 840 497,57	12 417 456,04
17- Biens finis							
18- Total Stocks Produits et Biens finis	80 423 041,53		80 423 041,53	92 840 497,57		92 840 497,57	12 417 456,04
IV . Stock Produits résiduels							
19- Déchets							
20- Rebuts							
21- Matières de récupération							
22- Total Stocks Produits résiduels							
23- TOTAL GENERAL (ligne 10+15+18+22)	170 027 922,06	7 694 482,92	162 333 439,14	229 555 095,20	5 039 037,31	224 516 057,89	62 182 618,75

DÉCLARATION DES HONORAIRES DES CONTRÔLEURS DES COMPTES

En kdhs	Mazars						FIDAROC GT						DELOITTE					
	Montant / année			Pourcentage / année			Montant / année			Pourcentage / année			Montant / année			Pourcentage / année		
	2023	2022	2021	2023	2022	2021	2023	2022	2021	2023	2022	2021	2023	2022	2021	2023	2022	2021
Commissariat aux comptes, Certification, Examen des comptes individuels et consolidés	190	-	-	86%	-	-	160	135	135	84%	100%	100%	-	135	135	-	100%	100%
Émetteur	190	-	-	86%	-	-	160	135	135	84%	100%	100%	-	135	135	-	100%	100%
Filiales	-	-	-	0%	-	-	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	-	0%	0%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	30	-	-	14%	-	-	30	-	-	16%	0%	0%	-	-	-	-	0%	0%
Émetteur	30	-	-	14%	-	-	30	-	-	16%	0%	0%	-	-	-	-	0%	0%
Filiales	-	-	-	0%	-	-	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	-	0%	0%
Sous-total	220	-	-	100%	-	-	190	135	135	100%	100%	100%	-	135	135	-	100%	100%
Autres prestations rendues	-	-	-	0%	-	-	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	-	0%	0%
Autres	-	-	-	0%	-	-	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	-	0%	0%
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	220	-	-	100%	-	-	190	135	135	100%	100%	100%	-	135	135	-	100%	100%

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Aux Actionnaires de la Société
Société Métallurgique d'Imler « SMI » S.A.
 TWIN CENTER- Tour A, Angle Bd Zerktouni et Bd Al Massira Al Khadra
 Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 31 mai 2023, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société Métallurgique d'Imler S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2023, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1.339.609.303,17 MAD dont un bénéfice net de 168.455.584,33 MAD.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société Métallurgique d'Imler S.A. au 31 décembre 2023, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Responsabilités de la direction et des responsables de la Gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 29 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON


FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui, Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 56 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7^{ème} Etage
Casablanca - Maroc
Tél. : +212 522 423 423
www.mazars.ma

Adnane LOUKILI
Associé

Aux Actionnaires de la
Société Métallurgique d'Imiter (SMI)
 TWIN CENTER, Tour A, Angle Bd Zerktouni et Bd Al Massira Al Khadra
 Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le Président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Le Président de votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1 Convention de recherche conclue avec la CTT

- Entité concernée : Managem S.A (actionnaire commun des deux sociétés CTT et SMI)
- Nature et objet de la convention :
 Cette convention en date du 1^{er} janvier 2006 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à la CTT.
- Modalités essentielles :
 Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :
 - Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB,
 - Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2023.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2023.

2.2 Convention de recherche conclue avec CMG

- Entité concernée : Managem S.A (actionnaire commun des deux sociétés CMG et SMI)
- Nature et objet de la convention :
 Cette convention en date du 1^{er} janvier 2006 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à CMG.
- Modalités essentielles :
 Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :
 - Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
 - Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2023.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2023.

2.3 Convention de gestion de trésorerie conclue avec Akka Gold Mining (AGM)

- Entité concernée : Managem S.A (actionnaire commun des deux sociétés Akka Gold Mining et SMI)
- Nature et objet de la convention :
 Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes sociétés du Groupe MANAGEM dans le but d'optimiser à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.
- Modalités essentielles :
 Ces avances de trésorerie sont rémunérées au taux de 4,15 % l'an.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2023.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2023.

2.4 Conventions conclues avec AL MADA (ex SNI)

- Entité concernée : AL Mada actionnaire indirect de la société SMI

2.4.1 Convention de rémunération de gestion de AL MADA

- Nature et objet de la convention :
 Cette convention, autorisée par le Conseil d'Administration du 9 mai 1997, porte sur les prestations fournies à SMI par AL MADA S.A. dans les domaines de la contribution de la Présidence et de la Direction Générale, à la défense des intérêts du secteur des mines, l'assistance juridique, le contrôle de gestion, le conseil financier et fiscal et ressources humaines.

- Modalités essentielles :
La rémunération, fixée au maximum à 1% du chiffre d'affaires hors taxes, est arrêtée pour l'exercice 2023 à 0,425% du chiffre d'affaires, suivant avenant daté du 27 mars 2009.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2023, la charge comptabilisée par SMI, dans le cadre de cette convention, s'élève à KMAD 4.494 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 4.313.

2.4.2 Convention de gestion de trésorerie

- Nature et objet de la convention :
Cette convention, autorisée par votre conseil d'administration du 16 mars 1999, vise à centraliser les opérations de trésorerie dans le but d'optimiser à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2023.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2023.

2.5 Convention d'inventeur de gisement conclue avec le BRPM (ONHYM)

- Personne concernée : Amina BENKHADRA (Administrateur de la SMI et Directrice Générale de l'ONHYM)
- Nature et modalités de la convention :
La convention, en date du 2 avril 1969, prévoit au titre de l'indemnité d'inventeur de gisement une redevance annuelle égale à 6% du bénéfice d'exploitation net après amortissements.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2023, la charge comptabilisée par SMI, dans le cadre de cette convention, s'élève à KMAD 14.119 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2023.

2.6 Conventions conclues avec MANAGEM S.A

- Entité concernée : Managem S.A actionnaire de la SMI

2.6.1 Convention d'assistance conclue avec MANAGEM S.A

- Date de signature : 1^{er} janvier 2022
- Date d'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 2022
- Nature et objet des prestations :

a) Administration des affaires :

MANAGEM assurera pour le compte de SMI les opérations suivantes :

- Prestations de la direction générale en vue d'assurer le suivi et la coordination des différentes activités opérationnelles et fonctionnelles ;
- Gestion courante des opérations de trésorerie ;
- Gestion et suivi des contrats de couverture des matières premières et taux de change ;

- Contrôle de gestion relatif à la préparation des plans et des budgets, la conception et la mise en place de systèmes de gestion, l'élaboration des tableaux de bord, le suivi des indicateurs de performance, le calcul des coûts de revient, Etc. ;
- Assistance comptable ;
- Assistance fiscale ;
- Assistance en matière d'audit et de Risk management ;
- Assistance juridique ;
- Développement et administration des systèmes d'information.

b) Gestion et le suivi des approvisionnements et de la logistique :

MANAGEM assurera pour le compte de SMI, notamment les opérations suivantes :

- Assistance à la mise en place des procédures régissant le choix des fournisseurs notamment l'homologation et l'évaluation de ces derniers ;
- Rédaction des cahiers de charges ;
- Lancement des appels d'offres ;
- Choix des fournisseurs ;
- Négociation des contrats-cadre ;
- Négociation des conditions générales et spécifiques d'achat ;
- Gestion des plateformes logistiques ;
- Réalisation des approvisionnements en consommables, pièces de rechange et investissements ;
- Etc.

c) Administration du personnel :

MANAGEM assurera pour le compte de SMI, notamment les opérations suivantes :

- Recrutement du personnel ;
- Formation du personnel ;
- Gestion de la paie ;
- Gestion des plans de carrière ;
- Gestion de la communication interne et externe ;
- Gestion et organisation des activités à caractère social et sociétal ;
- Gestion de l'hygiène et de la sécurité du travail ;
- Gestion de la médecine du travail ;
- Mise en place de la démarche qualité.
- Etc.

- Modalités essentielles :

En contrepartie des prestations d'assistance fournies dans le cadre de la présente Convention, SMI procédera au versement d'une rémunération définie comme suit :

- Pour les prestations d'administration des affaires : en fonction de la quote-part revenant à SMI déterminée sur la base : i) des dépenses de fonctionnement des Directions Fonctionnelles (financière, juridique, audit et Risk-management et systèmes d'informations) engagées par MANAGEM pour fournir les prestations, majorées d'une marge de pleine concurrence et ii) d'une clé de répartition tenant compte de la nature des activités couvertes par ladite assistance.
- Pour les prestations de gestion et de suivi des approvisionnements et de la logistique : en fonction de la quote-part revenant à SMI déterminée sur la base : i) des dépenses de fonctionnement de la direction des Achats et Logistique engagées par MANAGEM pour fournir les prestations, majorées d'une marge de pleine concurrence et ii) d'une clé de répartition correspondant à la quote-part de SMI en nombre (bons de commande) et en valeur des achats effectués par ladite direction.

- Pour les prestations d'administration du personnel : en fonction de la quote-part revenant à SMI déterminée sur la base : i) des dépenses de fonctionnement de la Direction des Ressources Humaines et Communication engagées par MANAGEM pour fournir les prestations, majorées d'une marge de pleine concurrence et ii) d'une clé de répartition tenant compte de la quote-part de SMI en nombre (effectifs) et en valeur (masse salariale) de la rémunération gérée par ladite direction.
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2023, la charge comptabilisée par SMI, dans le cadre de cette convention, s'élève à KMAD 32.108 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 35.525.

2.6.2 Convention de gestion de trésorerie

- Nature de la convention : Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes sociétés du Groupe MANAGEM dans le but d'optimiser à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.
- Modalités essentielles : Ces avances de trésorerie ont été rémunérées courant 2023 au taux de 4,15 % l'an. L'encours au 31 décembre 2023 s'élève à KMAD 358.403
- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2023, les produits financiers comptabilisés par SMI dans le cadre de cette convention s'élèvent à KMAD 7.580 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Le montant encaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 4.371.

2.7 Convention de recherche conclue avec REMINEX

- Entité concernée : Managem S.A (actionnaire commun des deux sociétés REMINEX et SMI)
- Nature de la convention : Cette convention en date du 29 décembre 1997 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à REMINEX.
- Modalités essentielles : Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :
 - Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
 - Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice 2023.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2023.

2.8 Convention de recherche conclue avec TECHSUB

- Entité concernée : Managem S.A (actionnaire commun des deux sociétés TECHSUB et SMI)
- Nature de la convention :

Cette convention en date du 29 décembre 1997 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à TECHSUB.

- Modalités essentielles :

Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :

- Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
- Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2023.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2023.

2.9 Convention de recherche conclue avec SOMIFER

- Entité concernée : Managem S.A (actionnaire commun des deux sociétés SOMIFER et SMI)
- Nature de la convention : Cette convention en date du 1^{er} janvier 2005 permet à la société SMI d'entreprendre tous les travaux de recherche sur des permis appartenant à SOMIFER.
- Modalités essentielles : Cette convention prévoit qu'à l'issue des travaux de recherche et si la SMI découvre un gisement, elle pourra au choix :
 - Acheter les permis, dans ce cas elle payera un montant de 2 000 MAD par permis au permissionnaire et s'engagera à lui payer une redevance de 0,5% du chiffre d'affaires FOB ;
 - Remettre les permis au permissionnaire et recevoir une rémunération d'inventeur de gisement de 2,5% du chiffre d'affaires FOB.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2023.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2023.

Casablanca, le 29 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7^{ème} Etage
Casablanca - Maroc
Tél. : +212 522 423 423
www.mazars.ma
Adnane LOUKILI
Associé

